

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 793

23 mars 2015

SOMMAIRE

Affinia Luxembourg Finance S.à r.l.	38064	Kidzania International	38064
Affinia Luxembourg S.à.r.l.	38064	Kidzania Operations	38064
Bagheera S.A.	38023	Kikuoka Luxembourg S.A.	38028
CCK Compta S.à r.l.	38018	Konifer SPF SA	38028
Cri-Cri S.à r.l.	38018	Kreafin Group S.A.	38028
Ecoprompt S.A.	38024	Le Premier 3 EM S.à r.l.	38030
Enveos Sàrl	38019	Le Premier 3 LF S.à r.l.	38030
Eplankton S.à r.l.	38024	Le Premier VIII S.à r.l.	38029
EQ Audit S.à r.l.	38025	Le Premier VI S.à r.l.	38029
Franconville S.A.	38025	LogoMotif S.A.	38030
GIP II Helios S.à.r.l.	38031	Lux4F Property S.à r.l.	38030
Ilco S.à. r.l.	38025	Marbre Investissements S.A.	38020
Innoplan S.à r.l.	38026	Nutriventures GN	38041
INREDE S.A. (International Nippon Real Estate Development & Finance S.A.) ...	38026	OHA S.C.A., SICAV-SIF	38052
Jamm Investments S. à r.l.	38026	Somtralux S.A.	38021
Jarcam Soparfi S.A.	38026	Stroud Luxembourg Sàrl	38027
José Gan S.A.	38027	Thaic S.A.	38021
KCC Participations S.A.	38027	Tharc S.A.	38022

CCK Compta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 141.646.

L'an deux mille quatorze, le trente décembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CCK COMPTA S.à r.l. (ci-après «la Société»), société à Responsabilité Limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2633 Sennningerberg, 6B, route de Trèves, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 141.646, constituée par acte de scission reçu par Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 5 septembre 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2426 du 3 octobre 2008.

L'assemblée est présidée par Monsieur Nicolas Léonard, demeurant professionnellement à Bertrange.

Le président a nommé en qualité de secrétaire et l'assemblée a désigné comme scrutateur Madame Aline Dalenconte, demeurant professionnellement à Bertrange.

Le président requiert le notaire d'acter ce que:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'entre eux est indiqué sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste ainsi que les procurations seront annexées au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il apparaît de cette liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social à L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain et modification afférente de l'article 2 des statuts.

2. Divers.

Ces faits ayant été approuvés par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'assemblée décide de transférer le siège social à L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain de sorte que le premier alinéa de l'article 2 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Le siège social est établi à Bertrange.»

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge relativement au présent acte ont été estimés à environ EUR 700.-

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: N. LÉONARD, A. DALENCONTE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 6 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/327. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015024865/46.

(150028923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Cri-Cri S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 67.831.

L'an deux mille quinze,

le dix-neuf janvier.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés de «CRI-CRI S.à r.l.», (la «Société») une société à responsabilité limitée régie selon les lois luxembourgeoises, établie ayant son siège social actuel au 2, rue Emile Mayrisch, L-4470 Soleuvre, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 67 831, constituée avec un capital social souscrit de douze mille quatre cents euros (12'400.- EUR divisé en cinq cents (500) parts sociales sans désignation de valeur nominale, suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 15 décembre 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), en date du 318 mars 1999, sous le numéro 180 et page 8613.

Les statuts de la Société furent modifiés pour la dernière fois suivant un acte notarié dressé par le ministère du notaire soussigné en date du 16 mai 2007, lequel acte fut publié au Mémorial, le 28 septembre 2007, sous le numéro 2126 et page 102042.

L'assemblée se compose des deux (2) seuls et uniques associés, à savoir:

1.- Madame Magali Suzanne Jacqueline ONDERWATER, employée, née à Gand (Belgique), le 08 mars 1969, demeurant au 20A, Grand-Rue, F-57970 Breistroff-la-Petite (France);

associée détenant deux cent cinquante (250) parts sociales sans désignation de valeur nominale toutes intégralement libérées; et

2.- Monsieur Frank Robert FRANCKET, employé, né à Thionville (France), le 22 mai 1967, demeurant au 20A, Grand-Rue, F-57970 Breistroff-la-Petite (France);

co-associé détenant deux cent cinquante (250) parts sociales sans désignation de valeur nominale toutes intégralement libérées.

Lesquels comparants, agissant en sa susdite double qualité, ont requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit leurs résolutions prises chacune séparément, à l'unanimité et sur ordre du jour conforme:

Première résolution

Les associés DECIDENT de transférer, avec effet immédiat, le siège social statutaire et administratif de la Société de la Commune de Sanem, vers la Ville de Luxembourg et de fixer sa nouvelle adresse désormais au 9, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg.

Deuxième résolution

Afin de refléter le transfert de siège ci-avant décidé, les associés décident de modifier l'article CINQ (5) des statuts de la Société, lequel article CINQ (5) se lira désormais comme suit:

Art. 5. «Le siège social est établi à Luxembourg-Ville (Grand-Duché de Luxembourg).

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.»

Dont acte, passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, lesdits comparants, agissant en leur qualité d'associé de la prédite Société, ont signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: M.S.J. ONDERWATER, F.R. FRANCKET, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch/Alzette A.C., le 22 janvier 2015. Relation: EAC/2015/1756. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015024899/47.

(150029289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Enveos Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 124, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 164.375.

L'an deux mille quinze, le vingt-trois janvier.

Pardevant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

- Jakub ANISKO, informaticien, demeurant à L-4776 Pétange, 42, rue Michel Rodange.

Le comparant est le seul associé de la société "ENVEOS SARL", établie et ayant son siège à L-4734 Pétange, 35, avenue de la Gare, constituée suivant acte du notaire Roger ARRENSDORFF alors de résidence à Mondorf-les-Bains en date du 10 octobre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 3047 du 12 décembre 2011, non modifiée depuis, inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 164.375.

Le comparant prend les résolutions suivantes:

Première résolution

Le comparant décide de transférer le siège social de la société de la commune de Pétange à la commune de Luxembourg et par conséquent de modifier l'article 2 des statuts comme suit:

" **Art. 2.** Le siège de la société est établi dans la commune de Luxembourg."

Follows the english version of article 2"

" **Art. 2.** The Company has its Head Office in the municipality of Luxembourg."

Deuxième résolution

Le comparant fixe l'adresse de la société à L-1150 Luxembourg, 124, route d'Arlon à compter du 1^{er} février 2015. Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: ANISKO, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 30 janvier 2015. Relation: 1LAC / 2015 / 2906. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015024962/34.

(150029000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Marbre Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 60.299.

—
RECTIFICATIF

Le soussigné Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), déclare par les présentes que dans l'acte reçu par son ministère pour compte de la société anonyme "MARBRE INVESTISSEMENTS S.A.", établie et ayant son siège social à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 60299, en date du 19 décembre 2014, enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 23 décembre 2014, relation: LAC/2014/62691, déposé en date du 5 janvier 2015 au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la référence L150000823, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 241 du 30 janvier 2015,

Il y a lieu de procéder à la rectification suivante suite à une erreur matérielle:

IL Y LIEU DE LIRE dans la version anglaise:

«NUMERO 3366/2014

DISSOLUTION DE SOCIETE DU 19 DECEMBRE 2014

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of the month of December;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

(.....)"

AU LIEU DE:

NUMERO 3366/2014

DISSOLUTION DE SOCIETE DU 19 DECEMBRE 2014

In the year two thousand and thirteen, on the nineteenth day of the month of December;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

(.....)"

Le notaire soussigné requiert la mention de cette rectification partout où cela s'avère nécessaire.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 10 février 2015. Relation: 2LAC/2015/2911. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Yvette THILL.

Luxembourg, le 6 février 2015.

Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2015025263/34.

(150028730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Somtralux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 2, Am Broch.

R.C.S. Luxembourg B 60.361.

Procès-verbal d'Assemblée générale ordinaire du 2 février 2015

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société Anonyme SOMTRALUX S.A. avec siège social 2, am Broch - L-5450 Stadtbredimus s'est réunie ce jour pour adopter la résolution suivante:

L'assemblée a décidé à l'unanimité de renouveler les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020.

1. Conseil d'administration:

Nom: SOMERS

Prénom: Ronald

Fonction: Administrateur

Adresse privée ou professionnelle de la personne physique: Kasteeldreef 43 - B-2970 Schilde

Nom: LÜTHI

Prénom: Ursula

Fonction: Administrateur

Adresse privée ou professionnelle de la personne physique: Kasteeldreef 43 - B-2970 Schilde

Nom: SOMERS

Prénom: Gabriella

Fonction: Administrateur

Adresse privée ou professionnelle de la personne physique: Bellevuedreef 44 - 2970 Schilde

2. Délégué(s) de la gestion journalière

Nom: SOMERS

Prénom: Ronald

Fonction: Administrateur-délégué

Adresse privée ou professionnelle de la personne physique: Kasteeldreef 43 - B-2970 Schilde

3. Personne(s) chargée(s) du contrôle des comptes

Nom: SOMERS

Prénom: Caroline

Fonction: Commissaire aux comptes

Adresse privée ou professionnelle de la personne physique: De Goudvink 5. - 2970 Schilde

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait en double exemplaire à Stadtbredimus, le 2 février 2015.

Pour la société SOMTRALUX S.A.

R.L.C. Somers

Adm.-Dél.

Référence de publication: 2015025519/41.

(150028646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Thaic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 123.237.

L'an deux mille quatorze, le trente décembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de THAIC S.A. (ci-après «la Société»), société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 123237, constituée par acte reçu par Maître Paul Decker, alors notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 22 décembre 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 289 du 2 mars 2007.

L'assemblée est présidée par Monsieur Nicolas Léonard, demeurant professionnellement à Bertrange.

Le président a nommé en qualité de secrétaire et l'assemblée a désigné comme scrutateur Madame Aline Dalenconte, demeurant professionnellement à Bertrange.

Le président requiert le notaire d'acter ce que:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'entre eux est indiqué sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste ainsi que les procurations seront annexées au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il apparaît de cette liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social à L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain et modification afférente de l'article 2 des statuts.

2. Divers.

Ces faits ayant été approuvés par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'assemblée décide de transférer le siège social à L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain de sorte que le premier alinéa de l'article 2 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Le siège social est établi à Bertrange.»

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge relativement au présent acte ont été estimés à environ EUR 700.-

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: N. LÉONARD, A. DALENCONTE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 6 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/334. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Releveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015025560/45.

(150028958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Tharc S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 99.069.

L'an deux mille quatorze, le trente décembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de THARC S.A. (ci-après «la Société»), société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 99069, constituée par acte reçu par Maître Paul Bettingen, alors notaire de résidence à Niederanven, en date du 16 février 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 246 du 2 mars 2007. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 décembre 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 377 du 15 mars 2007.

L'assemblée est présidée par Monsieur Nicolas Léonard, demeurant professionnellement à Bertrange.

Le président a nommé en qualité de secrétaire et l'assemblée a désigné comme scrutateur Madame Aline Dalenconte, demeurant professionnellement à Bertrange.

Le président requiert le notaire d'acter ce que:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'entre eux est indiqué sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste ainsi que les procurations seront annexées au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il apparaît de cette liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social à L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain et modification afférente de l'article 2 des statuts.

2. Divers.

Ces faits ayant été approuvés par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'assemblée décide de transférer le siège social à L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain de sorte que le premier alinéa de l'article 2 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Le siège social est établi à Bertrange.»

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge relativement au présent acte ont été estimés à environ EUR 700.-

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: N. LÉONARD, A. DALENCONTE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 6 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/335. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015025561/47.

(150028961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Bagheera S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 171.634.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenu le 23 décembre 2014

Résolutions:

Après avoir délibéré, le Conseil d'Administration prend les résolutions suivantes:

- Le Conseil d'Administration prend acte de la démission de Monsieur Joseph WINANDY de son poste de Président et d'Administrateur de la société.

En vertu des articles 51 alinéa 5 et 52 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, est nommé provisoirement en qualité d'Administrateur:

Koen LOZIE

Administrateur de Sociétés

61, Grand-Rue

L-8510 Redange-sur-Attert

Le nouvel Administrateur terminera le mandat de l'Administrateur démissionnaire, sous réserve légale d'approbation par la prochaine Assemblée Générale.

- Le Conseil d'Administration décide de nommer Monsieur Koen LOZIE en tant que Président du Conseil d'Administration,

Pour le Conseil d'administration
P. VERMEERSCH / JALYNE S.A.
- / Signature
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015025729/26.

(150029145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Eplankton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 182.823.

—
EXTRAIT

Conformément à la vente de parts sociales en date du 26 septembre 2014, M. Philippe Eric Guiot a vendu 8 parts sociales détenues dans la Société à M. Maxence Dhellemmes.

Conformément à la vente de parts sociales en date du 26 septembre 2014, M. François Despature a vendu 6 parts sociales détenues dans la Société à M. Maxence Dhellemmes.

Conformément à la vente de parts sociales en date du 26 septembre 2014, M. Axel Despature a vendu 6 parts sociales détenues dans la Société à M. Maxence Dhellemmes.

Conformément à la vente de parts sociales en date du 26 septembre 2014, M. Flavien Dhellemmes a vendu 10 parts sociales détenues dans la Société à M. Maxence Dhellemmes.

Conformément à la vente de parts sociales en date du 26 septembre 2014, M. Fabrice Dalle a vendu 4 parts sociales détenues dans la Société à M. Maxence Dhellemmes.

Conformément à la vente de parts sociales en date du 26 septembre 2014, M. Xavier Trentesaux a vendu 30 parts sociales détenues dans la Société à M. Maxence Dhellemmes.

Conformément à la vente de parts sociales en date du 26 septembre 2014, la société S.C. Fill Holding a vendu 8 parts sociales détenues dans la Société à M. Maxence Dhellemmes.

Conformément à la vente de parts sociales en date du 26 septembre 2014, M. Olivier Vanoutryve a vendu 12 parts sociales détenues dans la Société à M. Maxence Dhellemmes.

Conformément à la vente de parts sociales en date du 26 septembre 2014, la société SARL Altius a vendu 15 parts sociales détenues dans la Société à M. Maxence Dhellemmes.

Conformément à la vente de parts sociales en date du 26 septembre 2014, M. Hugues Dhellemmes a vendu 15 parts sociales détenues dans la Société à M. Maxence Dhellemmes.

Il a été décidé d'accepter, d'approuver et d'enregistrer le transfert de parts sociales dans le registre des associés de la Société.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Pour extrait sincère et conforme
Eplankton S.à r.l.
Représenté par M. Julien François
Gérant de catégorie B

Référence de publication: 2015025848/36.

(150029318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Ecoprompt S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 67.590.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 3 février 2015

Le Conseil d'Administration décide de désigner EXCOMA SARL, Cabinet d'expertise-comptable, ayant son siège social au 18a boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, comme dépositaire des actions au porteur de la Société, conformément à l'article 42 (1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2015025858/14.

(150030005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

EQ Audit S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 124.782.

Suite aux résolutions de l'associé unique de la Société en date du 10 février 2015 les décisions suivantes ont été prises:

- Révocation du mandat du gérant suivant à compter du 10 février 2015:

Monsieur Franciscus Willem J.J. Welman, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

- Nomination des gérants suivants à compter du 10 février 2015 pour une durée illimitée:

Monsieur Jacob Mudde, né le 14 octobre 1969 à Rotterdam, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

Monsieur Patrick Leonardus Cornelis van Denzen, né le 28 février 1971 à Geleen, avec adresse professionnelle au 46 A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

Monsieur Johannes Laurens de Zwart, né le 19 juin 1967 à 's-Gravenhage, avec adresse professionnelle au 46 A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Résultants des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la Société est comme suit:

- Madame Zora Bass, Gérant
- Monsieur Jacob Mudde, Gérant
- Monsieur Patrick Leonardus Cornelis van Denzen, Gérant
- Monsieur Johannes Laurens de Zwart, Gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EQ Audit S.à r.l.

Jacob Mudde

Gérant

Référence de publication: 2015025866/28.

(150029053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Franconville S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 167.696.

Il résulte des actes de la Société que Monsieur Benoît Dessy, Madame Hélène Mercier et la société CL Management S.A. ont présentés leur démission de leur fonction d'administrateur en date du 09 Février 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg) S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2015025900/13.

(150029365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Ilco S.à. r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8057 Bertrange, 17, rue du Chemin de Fer.

R.C.S. Luxembourg B 62.233.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES
B.P. 1832 L-1018 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2015025980/12.

(150029713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Innoplan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4519 Differdange, 46, cité Breitfeld.

R.C.S. Luxembourg B 145.140.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2015.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2015025995/14.

(150029858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

INREDE S.A. (International Nippon Real Estate Development & Finance S.A.), Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 36.485.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration du 12 février 2015

La société CTP, Companies & Trusts Promotion S.à r. l., inscrite au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B 35.891 et domiciliée au 3, Place Dargent, L-1413 Luxembourg est nommée en tant que dépositaire des titres au porteur émis par la société

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Certifié sincère et conforme

INREDE S.A. (International Nippon Real Estate Development & Finance S.A.)

Référence de publication: 2015025996/14.

(150029692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Jamm Investments S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1342 Luxembourg, 30, rue de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 145.422.

En date du 9 Février 2015, les Gérants de la société ont pris la décision suivante:

- Le siège social de la société JAMM Investments S.à r.l. est transféré de son adresse actuelle au 30, rue de Clausen; L-1342 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un gérant

Référence de publication: 2015026001/14.

(150029522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Jarcam Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 72.678.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES
B.P. 1832 L-1018 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2015026005/12.

(150029709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

José Gan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2155 Luxembourg, 69, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 62.136.

Il résulte du procès-verbal du conseil d'administration de la société tenu le 06 février 2015.

Tous les administrateurs étaient présents.

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de nommer AD Consult Sàrl, demeurant 67, Gruuss-Strooss L-9991 WEISWAMPACH en tant que dépositaire des actions au porteur.

GAN ARIZA José Maria
Administrateur-délégué

Référence de publication: 2015026006/13.

(150029596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Stroud Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 150.666.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société du 20 janvier 2015 que:

1. La démission de Monsieur Patrick Moinet, avec effet au 20 janvier 2015, de son poste de son gérant de type A de la Société, a été acceptée.

2. Madame Caroline Goergen, née le 9 juin 1979 à Verviers, Belgique, demeurant professionnellement au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a été nommée en tant que gérant de type A de la Société, avec effet au 20 janvier 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015026253/18.

(150029630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

KCC Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 178.685.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 30 janvier 2015 que:

G.T. MANAGEMENT SERVICES S.A. R.C. Luxembourg B 145 404 ayant son siège 1, place du Théâtre L-2613 Luxembourg est désignée dépositaire agréé des actions au porteur de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2015026018/14.

(150029698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Kikuoka Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5412 Canach, Scheierhaff.

R.C.S. Luxembourg B 28.646.

Il en résulte d'un courrier du 22 janvier 2014, adressé à la société anonyme KIKUOKA LUXEMBOURG S.A., ayant son siège social à L-5412 Canach, Scheierhaff, que Monsieur Victor Elvinger, demeurant professionnellement à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich, a donné sa démission comme administrateur de la société avec effet immédiat.

Etant donné que l'administrateur démissionnaire ne sera pas remplacé, le nombre des administrateurs est réduit de sept à six.

Canach, le 30 janvier 2015.

Nico AREND.

Référence de publication: 2015026019/13.

(150029657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Konifer SPF SA, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 8, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 193.113.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 13 février 2015

Conformément aux dispositions de loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, Le Conseil d'Administration de la Société a nommé en date du 13 février 2015 par résolution circulaire signée par tous les administrateurs la société DLP Law Firm Sàrl (RCS Luxembourg B 171 131) avec siège social au 8, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg aux fonctions de dépositaire des actions au porteur de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015026024/14.

(150029883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Kreafin Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 74.030.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire tenue en date du 9 février 2015 que:

- sont reconduits dans leur fonction d'administrateur de catégorie A pour un nouveau mandat d'une durée de six ans:

* la société privée à responsabilité limitée de droit belge TULUM BVBA, avec siège social à B-3090 Overijse, Teniersdreef 29, représentée par son représentant permanent Monsieur Florent SCHMID

* la société privée à responsabilité limitée de droit belge WORLDWIDE SALES AND MARKETING BVBA, en abrégé W.S.M., avec siège social à B-3320 Meldert, Meerstraat 48, représentée par son représentant permanent, Monsieur Yves MICHEL

- sont reconduits dans leur fonction d'administrateur de catégorie B pour un nouveau mandat d'une durée de six ans:

* la société en commandite par actions de droit belge VANVUCHELEN & Co CVA, avec siège social à B-8340 Damme-Sijsele, Bruggesteeweg 20, représentée par son représentant permanent Monsieur Jan Marie VANVUCHELEN

* la société anonyme de droit belge PETE-INVEST NV, avec siège social à B-8340 Damme-Sijsele, Bruggesteeweg 32, représentée par son représentant permanent Monsieur Thomas VERHAEST

* la société en commandite par actions de droit belge GAVEL CVA, avec siège social à B-9250 Waasmunster, Pater Christophestraat 36, représentée par son représentant permanent, Monsieur Jacobus STUYCK

- le mandat de commissaire de la société FIDUCIAIRE JOSEPH TREIS S.à r.l., avec siège social 57, avenue de la Faïencerie à L-1510 Luxembourg (RCS Luxembourg B 70.910) est reconduit pour une durée de six ans.

Le mandat des administrateurs et du commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020.

Il résulte de la réunion du conseil d'administration réuni en date du 9 février 2015 que:

- la société en commandite par actions de droit belge VANVUCHELEN & Co CVA, administrateur de catégorie B désigne Monsieur Jan Armand VANVUCHELEN, né le 28 décembre 1969 à Ukkel (Belgique), demeurant à Maleingreustraet 19, B-8310 Brugge, en remplacement de Monsieur Jan Marie VANVUCHELEN.

- la société en commandite par actions de droit belge VANVUCHELEN & Co CVA, administrateur de catégorie B, représentée par son représentant permanent Monsieur Jan Armand VANVUCHELEN, est nommée président du conseil d'administration pour toute la durée de son mandat d'administrateur.

- la société privée à responsabilité limitée de droit belge WORLDWIDE SALES AND MARKETING BVBA, en abrégé W.S.M., administrateur de catégorie A, représentée par son représentant permanent Monsieur Yves Michel, est nommée à la fonction d'administrateur délégué à la gestion journalière, et ce pour toute la durée de son mandat d'administrateur.

Ainsi qu'en dispose l'article 13 alinéa 2 des statuts, la société est également valablement engagée à l'égard des tiers, en toutes circonstances, par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, dans les limites de ses pouvoirs.

Luxembourg, le 10 février 2015.

Pour extrait conforme

WORLDWIDE SALES & MARKETING BVBA

Administrateur-délégué

M. Yves MICHEL

Représentant permanent

Référence de publication: 2015026025/45.

(150029342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Le Premier VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 110.273.

— EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 30 janvier 2015 que:

- La démission de M. Patrick MOINET, gérant de la Société a été acceptée avec effet immédiat;
- La personne suivante a été nommée gérant de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée:

* Mme Katia CAMBON, née le 24 mai 1972 à Le Raincy, France, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015026038/16.

(150029847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Le Premier VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 117.991.

— EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 30 janvier 2015 que:

- La démission de M. Patrick MOINET, gérant de la Société a été acceptée avec effet immédiat;
- La personne suivante a été nommée gérant de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée:

* Mme Katia CAMBON, née le 24 mai 1972 à Le Raincy, France, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015026039/16.

(150029850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Le Premier 3 EM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 129.440.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 30 janvier 2015 que:

- La démission de M. Patrick MOINET, gérant de la Société a été acceptée avec effet immédiat;
- La personne suivante a été nommée gérant de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée:

* Mme Katia CAMBON, née le 24 mai 1972 à Le Raincy, France, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015026040/16.

(150029848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Le Premier 3 LF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 129.435.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 30 janvier 2015 que:

- La démission de M. Patrick MOINET, gérant de la Société a été acceptée avec effet immédiat;
- La personne suivante a été nommée gérant de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée:

* Mme Katia CAMBON, née le 24 mai 1972 à Le Raincy, France, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015026043/16.

(150030015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

LogoMotif S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9764 Marnach, 3, Marbuengerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 104.152.

—
Il résulte du procès-verbal du conseil d'administration de la société tenu le 06 février 2015.

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de nommer AD Consult Sàrl, demeurant 67, Gruuss-Strooss L-9991 WEISWAMPACH en tant que dépositaire des actions au porteur.

PIETTE Guy

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2015026046/12.

(150029878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Lux4F Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 156.591.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 30 janvier 2015

1. Mme Katia CAMBON a démissionné de son mandat de gérante de catégorie B.
2. Mlle Virginie GUILLAUME a démissionné de son mandat de gérante de catégorie B.

3. M. Julien NAZEYROLLAS, administrateur de sociétés, né à Nancy (France), le 19 décembre 1978, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

4. Mme Mariateresa BATTAGLIA, administrateur de sociétés, née à Cropani (Italie), le 1^{er} janvier 1963, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérante de catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Lux4F Property S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015026052/21.

(150029792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

GIP II Helios S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 194.517.

— STATUTES

In the year two thousand and fifteen on the ninth day of February.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

GIP II Palma Luxco I S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 187.198,

here represented by Me Michaël KITAI, lawyer, with professional address at 2, rue Peternelchen, in L-2370 Howald-Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the notary to draw up this deed of incorporation of a société à responsabilité limitée which it hereby declares to establish and for which it has adopted the following articles of incorporation:

Title I. Denomination - Registered office - Purpose - Duration

Art. 1. There exists a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "Luxembourg Law") and by the present articles of incorporation (the "Articles").

Art. 2. The denomination of the company is "GIP II Helios S.à r.l.".

Art. 3.

3.1 The registered office of the company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other location within the commune by a resolution of the board of managers of the company.

3.2 If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

3.3 Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company, which is best suited for this purpose under such circumstances.

Art. 4.

4.1 The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

4.2 The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies.

4.3 The company may borrow, raise and secure the payment of money in any way the sole manager or the board of managers (as appropriate) think fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of

the company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

4.4 The company may also enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship and provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person in which the company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the company in any business or venture, and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the company's property or assets (present and future) or by other means, being understood that the company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector; for the purposes of this clause "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person.

4.5 In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. The company is formed for an unlimited period of time.

Title II. Capital - Parts

Art. 6.

6.1 The company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares of one Euro (EUR 1.00) each, each having such rights and obligations as set out in these Articles (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

6.2 The company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholder(s) subject to Luxembourg Law and these Articles. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

6.3 The company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the Luxembourg Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision need not allocate any amount contributed to the contributor.

6.4 The share capital of the company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

6.5 The company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the Luxembourg Law.

6.6 The company shall have an authorised capital of one hundred million Euros (100,000,000.- EUR) represented by one hundred million (100,000,000) shares with a nominal value of one Euro (1.- EUR) each.

6.6.1 The board of managers is authorised and appointed:

- to increase from time to time the subscribed capital of the company within the limits of the authorised capital, at once or by successive portions, by issuance of new shares with or without share premium, to be paid up in cash, by contribution in kind, by conversion of shareholders' claims, by conversion of convertible preferred equity certificates or other convertible notes or similar instruments or, upon approval of the annual general meeting of shareholders, by incorporation of profits or reserves into capital;

- to determine the place and the date of the issuance or of the successive issuances, the terms and conditions of subscription and payment of the additional shares.

6.6.2 Such authorisation is valid for a period of five years starting from the date of publication of the deed of incorporation of the company.

6.6.3 The period of this authority may be extended by resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders, from time to time, in the manner required for amendment of these articles of association.

6.6.4 The board of managers is authorised to determine the conditions attached to any subscription for shares. In case of issuance of shares, the board of managers of the company may, in its sole discretion, decide the amounts to be issued.

6.6.5 When the board of managers effects a whole or partial increase in capital pursuant to the provisions referred to above, it shall be obliged to take steps to amend this article in order to record the change and the company's management is authorised to take or authorise the steps required for the execution and publication of such amendment in accordance with the law.

Art. 7.

7.1 Every share entitles its owner to one vote.

7.2 Shares are freely transferable among shareholders. Transfer of shares inter vivos to non-shareholders may only be made with the prior approval of shareholders representing three quarters of the corporate capital.

7.3 Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the Luxembourg Law.

7.4 The shares are indivisible with regard to the company, which admits only one owner for each of them.

7.5 Shares in the company shall not be redeemable at the request of a shareholder.

7.6 The company, however, may redeem its shares whenever the board of managers considers this to be in the best interest of the company, subject to the terms and conditions it shall determine and within the limitations set forth by these articles and by law.

7.7 Unless the share redemption is immediately followed by a share capital reduction, any such redemption shall only be made out of the company's retained profits and non-compulsory reserves, including any paid-in surplus but excluding any reserve required by Luxembourg law. The redemption price shall be determined by the board of managers.

Art. 8. The life of the company does not terminate by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Title III. Management**Art. 9.**

9.1 The company is managed by one or several managers, who need not be shareholders, the majority of them residing in Luxembourg.

9.2 In case only one manager has been appointed, he needs to be professionally resident in Luxembourg. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers composed of two or more managers, out of which: (A) one or more managers of class A (each a "Class A Manager") and (B) one or more managers of class B (each a "Class B Manager"), with a majority of managers professionally resident in Luxembourg.

9.3 In case of plurality of managers, the managers shall form a board of managers being the corporate body in charge of the company's management and representation. To the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these Articles, a reference to the "board of managers" used in these Articles shall be read as a reference to the "sole manager".

9.4 The managers will be appointed by the general meeting of shareholders with or without limitation of their period of office. The general meeting of shareholders has the power to remove managers at any time with or without cause.

9.5 The board of managers elects among its members a chairman; in the absence of the chairman, another manager may preside over the meeting.

9.6 The meetings of the board of managers shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg. A manager unable to take part in a meeting may delegate another manager to represent him at the meeting and to vote in his name.

9.7 Any manager who participates in the proceedings of a meeting of the board of managers by means of a communications device (including a telephone or a video conference) which allows all the other managers present at such meeting (whether in person, or by proxy, or by means of such communications device) to hear and to be heard by the other managers at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when calculating a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting, provided that at least a majority of the managers of the company are physically present in Luxembourg. Managers who participate in the proceedings of a meeting of the board of managers by means of such a communications device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

9.8 The board of managers convenes upon call by the chairman, or any third party delegated by him or by any manager. The board of managers may validly deliberate and take decisions at a board meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant board meeting, in person or by an authorized representative.

9.9 The board of managers can validly deliberate and act only if at least one Class A Manager and at least one Class B Manager are present or represented.

9.10 Resolutions shall be passed with the favourable vote of the majority of managers present or represented.

9.11 The resolutions of the board of managers shall be recorded in minutes signed by all managers who attended the meeting and took part in the deliberation.

9.12 Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two managers.

9.13 Circular resolutions signed by all managers will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

Art. 10.

10.1 The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

10.2 All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers.

10.3 The board of managers may pay interim dividends, provided that prior to such authorisation, the board of managers shall be in possession of interim accounts of the company, which provide evidence that sufficient funds are available to pay such interim dividend.

10.4 In the event of a vacancy on the board of managers, the remaining managers have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

10.5 The powers and remunerations of any managers which may be appointed at a later date in addition to, or in the place of, the initial managers appointed upon incorporation, will be determined at the time of their appointment.

Art. 11.

11.1 The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management of the company to one or more managers, who will be called managing director(s) (des administrateurs-délégués).

11.2 The board of managers may also delegate the power of company's representation to one or several managers or to any other person, shareholder or not, who will represent individually or jointly the company for specific transactions as determined by the board of managers.

11.3 Any manager, appointed as described in the previous paragraph, may issue a power of attorney, by his or her sole signature, as required, in order to give a special power to an attorney (ad hoc agent) to represent individually the company for specific purposes as determined in the special power of attorney.

Art. 12. The Company is bound, in case there is only one manager, by his sole signature, and, in case of a plurality of managers, by the joint signature of one Class A Manager and one Class B Manager.

Art. 13. The manager or managers do not contract, by reason of their positions, any personal obligation concerning the commitments validly taken by him on behalf of the company; as mere agents, they are only responsible for the execution of their mandate.

Title IV. General meeting of the shareholders**Art. 14.**

14.1 The sole shareholder shall exercise all powers vested with the general meeting of shareholders under section XII of the Luxembourg Law.

14.2 All decisions exceeding the powers of the board of managers shall be taken by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of the shareholders. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded on a special register.

14.3 In case there is more than one but less than twenty-five shareholders, decisions of shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the initiative of the board of managers. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

14.4 General meetings of shareholders shall be held in Luxembourg. Attendance by virtue of proxy is possible.

Title V. Financial year - Profits-reserves - Distribution - Dissolution - Liquidation

Art. 15. The company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 16.

16.1 Each year, as of 31 December, the board of managers will draw up the balance sheet, which will contain a record of the property of the company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all the commitments and debts of the managers towards the company.

16.2 At the same time the board of managers will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 17. Each shareholder may inspect at the registered office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account during the fortnight preceding the annual general meeting.

Art. 18.

18.1 The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisations, charges and provisions represents the net profit of the company.

18.2 Each year, five per cent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the capital but must be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, any time and for any reason whatever, it has been touched. The balance is at the disposal of the general meeting of shareholders.

18.3 After allocation to the statutory reserve, the Shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profit will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the Shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions in accordance with the specific rights of each class of shares.

18.4 Subject to the provisions of Luxembourg law and the Articles, the company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

18.5 The sole manager or the board of managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Luxembourg Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

Art. 19.

19.1 The liquidation of the company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg law and Article 14. If at the time the company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the company.

19.2 After payment of all debts and any charges against the company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set for dividend distributions as set out under article 18.6.

Art. 20.

20.1 In the event of dissolution of the company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not to be shareholders, designated by the meeting of shareholders at the majority defined by article 142 of the Luxembourg Law.

20.2 The liquidator(s) shall be vested with the broadest powers for the realisation of the assets and payment of the debts.

Art. 21. All matters not covered by these articles of incorporation shall be governed by the prevailing laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular, but not limited to, the Luxembourg Law.

Transitory disposition

The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2015.

Subscription and payment

The Articles thus having been established, the appearing party declares to subscribe the capital as follows:

The twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by the sole shareholder GIP II Palma Luxco I S.à r.l., prenamed and fully paid up by contribution in cash of an aggregate amount of twelve thousand five hundred Euros (12,500 EUR), so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (12,500 EUR) is now available to the company, evidence thereof having been given to the undersigned notary, who expressly acknowledges same.

Costs

The amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the company incurs or for which it is liable by reason of its incorporation, is approximately one thousand Euros (EUR 1,000.-).

Resolutions of the sole shareholder

The appearing party, represented as indicated above, representing the entire subscribed capital, hereby adopts the following resolutions:

1. The number of managers is fixed at five (5).
2. The following are appointed as managers for an unlimited duration:

- Mr. LEVITT Mark, Chief Operating Officer, having his professional address at 12 East 49th Street, New York, NY 10017, USA as Class A Manager

- Mr. BUDDICOM Nick, manager, having his address at 5 Wilton Road, London SW1A 1AN, United Kingdom as Class A Manager

- Mr. FROMENT Hugo, manager, having his professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg as Class B Manager;

- Mr. TOUSSAINT Davy, manager, having his professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg as Class B Manager; and

- Mr. ABBRUZZESE Francesco, manager, having her professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg as Class B Manager;

3. The registered office of the company is established at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, declares that on request of the appearing party, the present deed is drawn up in English, followed by a French translation. On request of the appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Howald, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing party, known to the notary by surname, given name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed together with the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le neuvième jour de février.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU

GIP II Palma Luxco I S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 187.198,

ici représentée par Maître Michaël KITAI, avocat, demeurant professionnellement à 2 rue Peternelchen, L-2370 Howald-Luxembourg, en vertu d'une procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné, qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par le loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi Luxembourgeoise») et par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. La dénomination de la société est «GIP II Helios S.à r.l.».

Art. 3.

3.1 Le siège de la société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration de la société.

3.2 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

3.3 Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

Art. 4.

4.1 La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

4.2 La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées.

4.3 la société peut emprunter, lever ou garantir le paiement de sommes d'argent de quelque manière que le gérant unique ou le conseil de gérance (le cas échéant) estime adéquate, incluant l'émission (dans le cadre permis par la Loi Luxembourgeoise) d'obligations et autres titres ou instruments financiers, perpétuels ou autre, convertibles ou non, à payer ou non sur la totalité ou une partie des biens de la société (présents et futurs) ou sur son capital non encore libéré, et acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;

4.4 La société peut également conclure toute garantie ou contrat de garanties ou de sûretés et fournir une sûreté en vue de l'exécution des obligations et/ou du paiement de toute somme d'argent par toute personne envers laquelle la

société a un intérêt direct ou indirect ou toute personne (une "Entité Holding") qui est à cet instant membre ou a de quelque façon que ce soit, un intérêt direct ou indirect dans la société ou toute entité sociale dans laquelle l'Entité Holding a un intérêt direct ou indirect ainsi que toute personne qui est associée à la société dans certaines activités ou partenariat, que ce soit par engagement personnel ou gage, cautionnement ou charge pesant sur tout ou partie des propriétés ou des actifs (présents ou futurs) de la société ou par tout autre moyen, étant entendu que la société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité considérée comme activité réglementée du secteur financier; pour les besoins de cette clause, une "garantie" comprend toute obligation, sous toute forme qu'elle soit, de payer, de compenser, de fournir des fonds pour le paiement ou la compensation, d'indemniser ou d'assurer l'indemnisation contre les conséquences d'un défaut de paiement d'une dette à laquelle une autre personne est tenue, ou encore d'être responsable de cette dette.

4.5 D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Titre II. Capital - Parts

Art. 6.

6.1 Le capital social de la société est de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, d'une valeur d'un euro (EUR 1.-) chacune et ayant les droits et obligations tel que prévus par les Statuts (les «Parts Sociales»). Dans les présents Statuts, "Associés" signifie les détenteurs au moment opportun de Parts Sociales et "Associé" devra être interprété conformément.

6.2 La société peut établir un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions visant à utiliser le Compte de Prime d'Emission doivent être prises par les Associé(s) conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts. Les sommes figurant au crédit du compte de prime d'émission peuvent être utilisées pour financer les Parts Sociales que la société souhaiterait racheter à son ou ses Associés, pour compenser d'éventuelles pertes nettes réalisées, pour verser un dividende à son ou ses Associés ou affecter des sommes d'argent à la réserve légale.

6.3 La société peut, sans restriction, accepter de l'equity ou d'autres contributions sans émettre de Parts Sociales ou d'autres titres en contrepartie de celles-ci et peut inscrire ces contributions sur un ou plusieurs comptes. Les décisions relatives à l'utilisation de l'un de ces comptes doivent être prises par les Associé(s) conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts. Pour éviter tout doute une telle décision ne doit allouer aucune des contributions au contributeur.

6.4 Le capital social de la société pourra être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents Statuts.

6.5 La société peut racheter, rembourser et/ou annuler ses Parts Sociales conformément à la Loi Luxembourgeoise.

6.6 La société aura un capital social autorisé de cent millions d'Euros (100.000.000,- EUR) représenté par cent millions (100.000.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1.- EUR) chacune.

6.6.1 Le conseil de gérance est autorisé à, et mandaté pour:

- augmenter le capital social de la société dans les limites du capital autorisé, en une seule fois ou par tranches successives, par émission de parts sociales nouvelles avec ou sans prime d'émission, à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par conversion de créances, par conversion de titres préférentiels convertibles ou d'autres titres convertibles ou instruments similaires ou, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital;

- fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération de parts sociales nouvelles;

6.6.2 Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication de l'acte de la constitution.

6.6.3 La durée de cette autorisation peut être étendue par décision de l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée générale des associés, statuant comme en matière de modification des présents statuts.

6.6.4 Le conseil de gérance est autorisé à déterminer les conditions de souscription des parts sociales. En cas d'émission de parts sociales, le conseil de gérance de la société peut décider, à sa seule discrétion, du total des émissions.

6.6.5 Lorsque le conseil de gérance effectue une augmentation partielle ou totale de capital conformément aux dispositions mentionnées ci-dessus, il sera obligé de prendre les mesures nécessaires pour modifier cet article afin de constater cette modification et la gérance de la société est autorisée à prendre ou à autoriser toutes les mesures requises pour l'exécution et la publication de telle modification conformément à la loi.

Art. 7.

7.1 Chaque part sociale donne droit à une voix.

7.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les cessions de parts sociales entre vifs à des tiers non associés ne peuvent être effectuées que moyennant l'agrément préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

7.3 Pour le reste, il est fait renvoi aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi Luxembourgeoise.

7.4 Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui n'admet qu'un seul titulaire à son égard pour chaque part.

7.5 Les parts sociales ne sont pas remboursables à la demande des associés.

7.6 La société peut, toutefois, lorsque le conseil de gérance considère que cela est dans l'intérêt de la société, aux conditions et aux termes prévus par la loi et les Statuts, racheter ses propres parts.

7.7 À moins que le rachat des parts soit immédiatement suivi par une réduction de capital, tout remboursement ne pourra être effectué qu'au moyen des bénéfices non distribués de la société et des réserves disponibles, en ce compris les réserves excédentaires, mais excluant les réserves légales prévues par la loi luxembourgeoise. Le prix de rachat sera déterminé par le conseil de gérance.

Art. 8. La faillite, l'insolvabilité, le décès ou l'incapacité d'un associé ne mettent pas fin à la société.

Titre III. Administration

Art. 9.

9.1 La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, dont la majorité d'entre eux réside au Luxembourg.

9.2 En cas de nomination d'un seul gérant, il doit résider professionnellement au Luxembourg. En cas de pluralité de gérants, les gérants constituent un conseil de gérance, composé de deux ou plusieurs gérants dont: (A) un ou plusieurs gérant de catégorie A (chacun un «Gérant de Catégorie A») et (B) un ou plusieurs gérants de catégorie B (chacun un «Gérant de Catégorie B»), avec une majorité de gérants résidant professionnellement au Luxembourg.

9.3 En cas de pluralité de gérants, les gérants constituent un conseil de gérance, étant l'organe chargé de la gérance et de la représentation de la société. Dans la mesure où le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans les présents Statuts, une référence au «conseil de gérance» utilisée dans les présents Statuts doit être lue comme une référence au «gérant unique».

9.4 Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, pour une durée limitée ou sans limitation de durée. L'assemblée générale des associés peut révoquer les gérants à tout moment, avec ou sans motif.

9.5 Le conseil de gérance désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un autre gérant présent.

9.6 Les réunions du conseil de gérance devront être tenues au Grand-Duché de Luxembourg. Chaque gérant de la société empêché de participer à une réunion du conseil de gérance peut désigner un autre gérant comme son mandataire, aux fins de le représenter et de voter en son nom.

9.7 Tout gérant qui participe à une réunion du conseil de gérance via un moyen de communication (incluant le téléphone ou une vidéo conférence) qui permet aux autres gérants présents à cette réunion (soit en personne soit par mandataire ou au moyen de ce type de communication) d'entendre à tout moment ce membre et permettant à ce membre d'entendre à tout moment les autres membres sera considéré comme étant présent en personne à cette réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à cette réunion, pour autant qu'une majorité des gérants de la société soit physiquement présente à Luxembourg. Les gérants qui participent à une réunion du conseil de gérance via un tel moyen de communication ratifieront leurs votes exprimés de cette façon en signant une copie du procès-verbal de cette réunion.

9.8 Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président, ou tout tiers délégué par lui ou par n'importe lequel de ses Gérants. Le conseil de gérance peut valablement délibérer et prendre des décisions durant le conseil de gérance sans devoir se conformer aux exigences et formalités si tous les gérants ont renoncé aux exigences ou aux formalités, que ce soit par écrit ou, durant le conseil de gérance, en personne ou via un représentant autorisé.

9.9 Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir que si au moins un Gérant de Catégorie A et au moins un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés.

9.10 Les résolutions seront adoptées si elles ont été prises à la majorité des votes des gérants présents soit en personne soit par mandataire à telle réunion.

9.11 Les résolutions du conseil de gérance seront enregistrées sur un procès-verbal signé par tous les gérants qui ont participé à la réunion et qui ont pris part à la délibération.

9.12 Des copies ou extraits de ce procès-verbal à produire lors d'une procédure judiciaire ou ailleurs seront valablement signés par le Président de la réunion ou par deux gérants.

9.13 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion valablement convoquée avait été tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique.

Art. 10.

10.1 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

10.2 Le conseil de gérance a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les Statuts à l'assemblée générale.

10.3 Le conseil de gérance est autorisé à verser des acomptes sur dividendes à condition qu'avant toute distribution, le conseil de gérance soit en possession de comptes intermédiaires de la société fournissant la preuve de l'existence de fonds suffisants à la distribution de ces acomptes sur dividendes.

10.4 En cas de vacance d'une place au conseil de gérance, les gérants restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

10.5 Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement qui peuvent être nommés en sus ou en remplacement des premiers gestionnaires nommés lors de la constitution, seront déterminés au moment de leur nomination.

Art. 11.

11.1 Le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs gérants qui prendront la dénomination des administrateurs délégués.

11.2 Le conseil de gérance peut également déléguer le pouvoir de représentation de la société à un ou plusieurs gérants ou à toute autre personne, associé ou non, qui représentera la société individuellement ou conjointement pour des transactions spécifiques tel que déterminé par le conseil de gérance.

11.3 Tout gérant, tel que désigné comme décrit dans le paragraphe précédent, peut donner pouvoir spécial, par sa seule signature, à toute autre personne susceptible d'agir seule comme mandataire ad hoc de la société pour certaines tâches telles que définies dans le pouvoir spécial.

Art. 12. La société est engagée par la signature de son gérant unique, en cas de gérant unique, ou par les signatures conjointes d'au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B en cas de pluralité de gérants.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Titre IV. Assemblée générale des associés**Art. 14.**

14.1 L'associé unique exercera tous les droits incombant à l'assemblée générale des associés en vertu de la section XII de la Loi Luxembourgeoise.

14.2 Toutes les décisions excédant le pouvoir du conseil de gérance seront prises par l'associé unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique seront écrites et doivent être consignées sur un registre spécial.

14.3 S'il y a plus d'un, mais moins de vingt-cinq associés, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative de la gérance. Aucune décision n'est valablement prise qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié (50%) du capital social.

14.4 Les assemblées générales des associés se tiendront au Luxembourg. La représentation au moyen de procuration est admise.

Titre V. Année comptable - Profits - Réserves - Distribution - Dissolution - Liquidation

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16.

16.1 Chaque année au 31 décembre, le conseil de gérance établit un état financier qui contiendra un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un compte de pertes et profits, accompagné d'une annexe contenant un résumé de tous les engagements et dettes des gérants envers la société.

16.2 En même temps, le conseil de gérance dressera un compte de pertes et profits, qui sera soumis à l'assemblée générale des associés en même temps que l'inventaire.

Art. 17. Chaque associé aura le droit de consulter l'inventaire au siège social, ainsi que le compte de pertes et profits, pendant la quinzaine précédent l'assemblée générale annuelle.

Art. 18.

18.1 Le solde positif du compte de pertes et profits, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net.

18.2 Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devra toutefois être repris jusqu'à

entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. L'excédent est à la libre disposition des associés.

18.3 A l'issue de l'affectation au fonds de réserve, le ou les Associés décident du mode d'affectation du solde du bénéfice net annuel en allouant tout ou partie du solde à la constitution d'une réserve ou d'une provision, en reportant cette somme sur l'exercice social qui suit ou en la distribuant, ainsi que du report à nouveau, des réserves distribuables ou de la prime d'émission à ou aux Associés, chaque Part Sociale conférant les mêmes droits dans le cadre de ces distributions dans le respect des droits spécifiques attachés à chaque catégorie de parts sociales.

18.4 Dans le respect de la Loi luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société peut distribuer des dividendes conformément aux droits respectifs des Associés.

18.5 Le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, peut décider de payer des dividendes intérimaires au (x) associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi Luxembourgeoise ou selon les présents Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé(s).

Art. 19.

19.1 La dissolution de la Société sera décidée par l'assemblée des Associés en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et l'Article 14. Si à tout moment il n'y a qu'un seul Associé, celui-ci peut à sa propre discrétion, décider de liquider la Société en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et dettes, connus ou inconnus, de la Société.

19.2 Après paiement de toutes les dettes et de toutes les charges de la Société et des dépenses de liquidation, les produits nets de la liquidation seront distribués aux associés en conformité et en vue de parvenir sur une base globale au même résultat économique que suite à l'application des règles de distribution existantes pour les distributions de dividendes tel que mentionné à l'article 18.6.

Art. 20.

20.1 En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, à désigner par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la Loi Luxembourgeoise.

20.1 Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 21. Pour tous les points non réglés par les présents Statuts, ces points sont régies par les dispositions légales en vigueur et notamment la Loi Luxembourgeoise.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, la partie comparante déclare souscrire le capital comme suit:

les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique GIP II Palma Luxco I S.à r.l., prénommée et ont été entièrement libérées par un versement en espèce d'une somme totale de douze mille cinq cent Euros (12.500,-EUR) de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Résolutions l'associé unique

La comparante, représentée de la manière indiquée ci-avant, représentant la totalité du capital souscrit, adopte par la présente les résolutions suivantes:

1. Le nombre des gérants est fixé à cinq (5).

2. Sont appelés aux fonctions de gérants pour une durée illimitée:

- Monsieur LEVITT Mark, Chief Operating Officer, ayant son adresse professionnelle au 12 East 49th Street, New York, NY 10017, USA, en qualité de gérant de catégorie A;

- Mr. BUDDICOM Nick, gérant, ayant son adresse à 5 Wilton Road, Londres SW1A 1AN, Royaume-Unis en qualité de gérant de catégorie A;

- Monsieur FROMENT Hugo, gérant, ayant son adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en qualité de gérant de catégorie B;

- Monsieur TOUSSAINT Davy, gérant, ayant son adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en qualité de gérant de catégorie B.

- Monsieur Francesco ABBRUZZESE, gérant, ayant son adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en qualité de gérant de catégorie B.

3. Le siège social de la société est sis au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire instrumentant qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte de société a été établi en anglais, suivie d'une version française. À la requête de la même partie comparante, en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera seule foi.

DONT ACTE, fait et passé à Howald, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. KITAI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 10 février 2015. 2LAC/2015/2951. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015026657/549.

(150030204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Nutriventures GN, Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 194.519.

— STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the ninth day of the month of February;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

1. Rodamak Ltd, a private company limited by shares incorporated under the laws of the Cayman Islands, with registered office at the offices of Maples Corporation Services Limited, PO Box 309, Uglad House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands;

2. Hansjakob MÜLLER, born on 11/10/1943 in Kirn, Germany, and residing at Avenida Delfim Moreira, 710, Unit 202, Leblon, Rio de Janeiro, Brazil;

3. Marcio VILLAS BOAS PASSOS, born on 12/02/1971 in Rio de Janeiro, Brazil, and residing at Avenida Epitácio Pessoa, 5050, Unit 402, Lagoa, Rio de Janeiro, Brazil;

(being hereinafter collectively referred to as the "Shareholders"),

here represented by Mr. Christian DOSTERT, notary clerk, residing professionally in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (the "Proxy-holder"), by virtue of three proxies given under private seal; such proxies, after having been signed "ne varietur" by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing parties, represented as said before, have requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a public limited company ("société anonyme") which they deem to incorporate herewith and the articles of association of which are established as follows:

I. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. There is hereby established, by the subscriber and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a public limited company ("société anonyme") under the name of "Nutriventures GN", (the "Company"), which will be governed by the present articles of association (the "Articles") as well as by the respective laws and more particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law").

Art. 2. The duration of the Company is unlimited.

Art. 3. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. The Company shall be considered as a "Société de Participations Financières" according to the applicable provisions.

It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company to the extent permitted under Luxembourg law. To the extent permitted under Luxembourg law the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may buy, sell, exchange, finance, lease, improve, demolish, construct for its own account, develop, divide and manage any real estate. It may further execute all works of renovations and transformations as well as the maintenance of these assets.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, contract loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the concerning legal dispositions.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the municipality Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg).

The registered office of the Company may be transferred to any other place within the municipality of the registered office by a simple decision of the board of directors or by the sole director.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a decision of the shareholders' meeting deliberating in the manner provided for amendments to the articles.

The Company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple resolution of the board of directors of the Company or, in the case of a sole director, by a decision of the sole director.

II. Capital - Shares

Art. 5. The corporate capital is fixed at seven hundred sixty-five thousand Euros (765,000.- EUR), represented by seven thousand six hundred and fifty (7,650) shares, divided into five thousand seventy-five (5,075) Class A voting shares and two thousand five hundred seventy-five (2,575) Class B non-voting shares, with a par value of one hundred euro (100.- EUR) each, all subscribed and fully paid-up.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of the Articles.

The Company may, to the extent and under terms permitted by the Law, redeem its own shares. Such a decision shall require the unanimous consent of all directors of the Company to be validly taken.

Art. 6. The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the option of the shareholders subject to the restrictions foreseen by Law.

A register of registered shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by article 39 of the Law. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said register.

Certificates of these inscriptions shall be issued and signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The Company may issue certificates representing bearer shares. The bearer shares will bear the requirements provided for by article 41 of the Law and will be signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The signature may either be manual, in facsimile or affixed by mean of a stamp. However, one of the signatures may be affixed by a person delegated for that purpose by the board of directors. In such a case, the signature must be manual. A certified copy of the deed delegating power for this purpose to a person who is not a member of the board of directors, must be filed in accordance with article 9 §§ 1 and 2 of the Law.

The Company will recognize only one holder per share; in case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will have to name a unique proxy to present the share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

III. General meetings of shareholders Decision of the sole shareholder

Art. 7. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

In case the Company has only one shareholder, such shareholder exercises all the powers granted to the general meeting of shareholders.

The general meeting is convened by the board of directors. It may also be convoked by request of shareholders representing at least one third of the Company's share capital.

The holders of Class A and Class B shares are entitled to attend any meetings of shareholders.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders shall be held on the last day of June each year at 10.00 a.m. CET at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice of meeting.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by Law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

The holders of Class A shares of the Company shall be entitled at each meeting of the shareholders to one vote for every share. The holders of Class B shares shall not have any voting rights, except in the circumstances described in the Law, in which case the holders of Class B shares shall be entitled at each meeting of the shareholders at which they are entitled to vote to one vote for every Class B share.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person by writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication as his proxy.

The use of video conferencing equipment, conference call or other means of telecommunication shall be allowed and the shareholders using these technologies shall be deemed to be present and shall be authorized to vote by video, by phone or by other means of telecommunication. After deliberation, votes may also be cast in writing or by fax, telegram, telex, telephone or other means of telecommunication, provided in such latter event such vote shall be confirmed in writing. Any shareholder can also vote by correspondence, by returning a duly completed and executed form (the "form") sent by the board of directors, the sole director or any two directors, as the case may be and containing the following mentions in English and French:

- a) the name and address of the shareholder;
- b) the number of shares he owns;
- c) each resolution upon which a vote is required;
- d) a statement whereby the shareholder acknowledges having been informed of the resolution(s) upon which a vote is required;
- e) a box for each resolution to be considered;
- f) an invitation to tick the box corresponding to the resolutions that the shareholder wants to approve, reject or refrain from voting;
- g) a mention of the place and date of execution of the form;
- h) the signature of the form and a mention of the identity of the authorized signatory as the case may be; and
- i) the following statement: "In case of lack of indication of vote and no box is ticked, the form is void."

The indication of contradictory votes regarding a resolution will be assimilated to a lack of indication of vote. The form can be validly used for successive meetings convened on the same day. Votes by correspondence are taken into account only if the form is received by the Company at least two days before the meeting. A shareholder cannot send to the Company a proxy and the form for the same meeting. However, should those two documents be received by the Company, only the vote expressed in the form will be taken into account.

Except as otherwise required by Law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting the meeting may be held without prior notice or publication.

Decision taken in a general meeting of shareholders must be recorded in minutes signed by the members of the board (bureau) and by the shareholders requesting to sign. In case of a sole shareholder, these decisions are recorded in minutes.

IV. Board of directors

Art. 9. The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company.

However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected. The board of directors may be divided into Class A and Class B directors.

The directors are elected by a two thirds vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by a two thirds majority in the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

Art. 10. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of directors, but in his absence, the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors 10 working days at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

The Board can deliberate and act validly only if at least the majority of the Company's directors is present or represented at a meeting of the Board, including, should the Board be divided into Class A and Class B directors, at least one Class A director and one Class B director. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting including, should the Board be divided into Class A and Class B directors, at least one Class A director and one Class B director. In the case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall have a casting vote.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by electronic mail, by facsimile or any other similar means of communication, to be confirmed in writing, the entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 11. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two directors. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two directors. In case the board of directors is composed of one director only, the sole director shall sign these documents.

Art. 12. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests.

All powers not expressly reserved by Law or by these Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

According to article 60 of the Law, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to

report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate. The Company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13. The Company will be bound (i) by the joint signature of any two (2) directors, (ii) should the Board be divided into Class A and Class B directors, by the joint signature of any Class A director together with any Class B director, (iii) by the individual signature of the managing director or (iv) by the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors.

In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be validly bound, in any circumstances and without restrictions, by the individual signature of the sole director.

V. Supervision of the company

Art. 14. The operations of the Company shall be supervised by one (1) or several statutory auditors, which may be shareholders or not.

The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors, and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six (6) years.

VI. Accounting year, balance

Art. 15. The accounting year of the Company shall begin on January 1 of each year and shall terminate on December 31 of the same year.

Art. 16. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders determines how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

The Class B shares are entitled to a preferred dividend of 1% (one percent) on any dividend distributions. Any balance of dividends decided shall be apportioned equally on each Class A and Class B shares in proportion of nominal holdings over total share capital.

Subject to the conditions fixed by Law, the board of directors may pay out an advance payment on dividends. The board fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Dividends may also be paid out of inappropriate net profit brought forward from prior years. Dividends shall be paid in Euros or by free allotment of shares of the Company or otherwise in specie as the directors may determine, and may be paid at such times as may be determined by the board of directors.

Payment of dividends shall be made to holders of shares at their addresses in the register of shareholders. No interest shall be due against the Company on dividends declared but unclaimed.

VII. Liquidation

Art. 17. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

The Class B shares shall receive payment of the liquidation proceeds by priority to the payment to which the holders of Class A shares are entitled to.

VIII. Amendment of the articles of incorporation

Art. 18. The Articles may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the conditions of quorum and majority foreseen in article 67-1 of the Law.

IX. Final clause - Applicable law

Art. 19. All matters not governed by the present Articles shall be determined in accordance with the Law.

Transitory dispositions

1. The first financial year runs from the date of incorporation and ends on December 31, 2015.
2. The first annual general meeting will be held in the year 2016.
3. Exceptionally, the first chairman and the first delegate of the board of directors may be appointed by the first general meeting of the shareholders to be held immediately after the incorporation of the Company.

Subscription and payment

The Articles of the Company thus having been established, the five thousand seventy-five (5,075) Class A voting shares and the two thousand five hundred seventy-five (2,575) Class B non-voting shares have been subscribed as follows:

Shareholder name	Voting Shares	Non-Voting Shares	Shares
- Rodamak Ltd	4,000	1,000	5,000
- Hansjakob MÜLLER	1,000	1,500	2,500
- Marcio VILLAS BOAS PASSOS	75	75	150
TOTAL	5,075	2,575	7,650

The five thousand (5,000) shares subscribed by Rodamak Ltd have been fully paid up by payment in cash;

The two thousand five hundred (2,500) shares subscribed by Mr Hansjakob MÜLLER have been fully paid up by payment in cash;

The one hundred and fifty (150) shares subscribed by Marcio VILLAS BOAS PASSOS have been fully paid up by payment in cash;

so that the amount of seven hundred sixty-five thousand Euros (765,000.- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

Extraordinary general meeting

The aforementioned appearing parties, representing the totality of the subscribed capital and considering themselves as duly convoked, declare that they are meeting in an extraordinary general meeting and take the following resolutions by unanimity.

1. The number of directors is fixed at three (3) and that of the auditors at one (1).
2. Are appointed as directors:

a) Class A director

Eduardo TKACZ, Brazilian citizen, born on 1 July 1976 in Rio de Janeiro, Brazil, and professionally residing at Praia de Flamengo 66, Blc B, SL, 1213, Flamengo, Rio de Janeiro, Brasil CEP 22210-903.

c) Class B directors

Mathieu GANGLOFF, born on 11 December 1980 in Thionville, France, and having his professional address at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

Laure PAKLOS, born on 7 November 1976 in Metz, France, and having her professional address at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

3. IB Management Services S.A., a company incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 47.699, is appointed as statutory auditor of the Company.

4. The registered office is established in L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

5. The mandates of the directors and the statutory auditor will expire at the general annual meeting in the year 2020.

6. Following the faculty offered by point 3) of the transitory dispositions, the meeting appoints Eduardo TKACZ, pre-named, as chairman of the board of directors.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately two thousand one hundred Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing parties, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the Proxy-holder of the appearing parties, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le neuvième jour du mois de février;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1. Rodamak Limited, une société constituée selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à Maples Corporation Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Iles Caïmans;

2. Hansjakob MÜLLER, né le 11/10/1943 à Kirn, Allemagne, et résidant à 710 Avenida Delfim Moreira, Unit 202, Leblom, Rio de Janeiro, Brésil; et

3. Marcio VILLAS BOAS PASSOS, né le 12/02/1971 à Rio de Janeiro, Brésil, et résidant à 5050 Avenida Epitácio Pessoa, Unit 402, Lagoa, Rio de Janeiro, Brésil;

(collectivement les Actionnaires),

ici représentés par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (le "Mandataire"), en vertu de trois procurations sous seing privé lui délivrées; lesquelles procurations, après avoir été signée "ne varietur" par le Mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec lui.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

I. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes, par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de "Nutriventures GN", (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée la de Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet la prise de participation, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes les sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. La Société sera considérée comme une "Société de Participations Financières" selon les mesures en vigueur.

Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société, dans la limite de ce qui est permis par la loi luxembourgeoise. Dans la limite de ce qui est permis par la loi luxembourgeoise la Société pourra également donner des garanties et nantir, transférer, grever ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra acheter, vendre, échanger, financer, louer, améliorer, démolir, construire pour son propre compte, développer, diviser et gérer tous biens immobiliers.

Elle pourra en outre effectuer tous travaux de rénovations et de transformations ainsi que la maintenance de ces biens.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

Dans les limites de son activité, la Société pourra donner hypothèque, contracter des emprunts, avec ou sans garantie, et se porter garante pour d'autres personnes ou sociétés, dans la limite des dispositions légales applicables.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

La Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une simple décision du conseil d'administration de la Société ou, dans le cas d'un administrateur unique, par une décision de l'administrateur unique.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à sept cent soixante-cinq mille euros (765.000,- EUR), représenté par sept mille six cent cinquante (7.650) actions, divisé en cinq mille soixante-quinze (5.075) actions de Classe A avec droit de vote et deux mille cinq cent soixante-quinze (2.575) actions de Classe B sans droit de vote, avec une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

La Société peut émettre des certificats représentant des actions au porteur. Les actions au porteur seront conformes aux exigences de l'article 41 de la Loi et seront signées par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe. Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Les actionnaires de Classe A et de Classe B seront autorisés de participer à toutes assemblées générales des actionnaires.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le dernier jour du mois de juin à 10 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir à l'heure et au lieu spécifié dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Les actionnaires de Classe A de la Société auront droit à chaque assemblée générale des actionnaires à un vote par action. Les actionnaires de la Classe B n'auront pas de droit de vote, sauf dans les circonstances énumérées dans la Loi, auquel cas les actionnaires de la Classe B auront droit à chaque assemblée des actionnaires à laquelle ils sont en droit de participer au vote à un vote par action de Classe B.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront

aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, télégramme, télex, téléphone ou tout autre moyen de télécommunication, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit. Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le “formulaire”) envoyé par le conseil d’administration, l’administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes en langue anglaise et française:

- a) le nom et l’adresse de l’actionnaire;
- b) le nombre d’actions qu’il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l’actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l’actionnaire veut approuver, rejeter ou s’abstenir de voter;
- g) une mention de l’endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) la signature du formulaire et une mention de l’identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) la déclaration suivante: “A défaut d’indication de vote et si aucune case n’est cochée, le formulaire est nul.”

L’indication de votes contradictoires au regard d’une résolution sera assimilée à une absence d’indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l’assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le formulaire primera.

Dans la mesure où il n’en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d’une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d’administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d’une assemblée des actionnaires, et s’ils déclarent connaître l’ordre du jour, l’assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l’assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

IV. Conseil d’administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d’administration composé de trois membres au moins, qui n’ont pas besoin d’être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n’a plus qu’un actionnaire unique, la composition du conseil d’administration peut être limitée à un (1) membre jusqu’à l’assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l’existence de plus d’un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l’assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n’excédera pas six (6) ans, jusqu’à ce que leurs successeurs soient élus. Le conseil d’administration peut être divisé en administrateurs de Classe A et administrateurs de Classe B.

Les administrateurs seront élus à la majorité des deux tiers des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l’assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d’un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu’à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d’administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n’a pas besoin d’être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d’administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d’administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l’avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d’administration; en son absence l’assemblée générale ou le conseil d’administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins 10 jours avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration, ceci y compris, dans le cas où le conseil d'administration est divisé en administrateurs de Classe A et administrateurs de Classe B, au moins un administrateur de Classe A et un administrateur de Classe B. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion, ceci y compris, dans le cas où le conseil d'administration est divisé en administrateurs de Classe A et administrateurs de Classe B, au moins un administrateur de Classe A et un administrateur de Classe B. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué. La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) dans le cas où le conseil d'administration est divisé en administrateurs de Classe A et administrateurs de Classe B, par la signature conjointe de tout administrateur de Classe A et de tout administrateur de Classe B (iii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou (iv) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Les actions de Classe B ont droit à un dividende privilégié de 1% (un pourcent) sur toute distribution de dividendes. Tout solde de dividendes restant à distribuer sera réparti de manière égale entre les actions de Classe A et les actions de Classe B.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Des dividendes peuvent également être payés sur bénéfices reportés d'exercices antérieurs. Les dividendes seront payés en euros ou par distribution gratuite d'actions de la Société ou autrement en nature selon la libre appréciation des administrateurs, et peuvent être distribués à tout moment à déterminer par le conseil d'administration.

Le paiement de dividendes sera fait aux actionnaires à l'adresse indiquée dans le registre des actions. Aucun intérêt ne sera dû par la Société sur dividendes distribués mais non revendiqués.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Les actions de la Classe B recevront paiement sur le produit de liquidation par priorité au paiement auquel les actionnaires de la Classe A ont droit.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2016.
3. Exceptionnellement, le premier président et le premier délégué du conseil d'administration peuvent être nommés par la première assemblée générale des actionnaires à tenir immédiatement après la constitution de la Société.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les cinq mille soixante-quinze (5.075) actions de Classe A avec droit de vote et les deux mille cinq cent soixante-quinze (2.575) actions de Classe B sans droit de vote ont été souscrites comme suit:

Actionnaire	Actions		
	avec droit de vote	sans droit de vote	
- Rodamak Ltd	4.000	1.000	5.000
- Hansjakob MÜLLER	1.000	1.500	2.500
- Marcio VILLAS BOAS PASSOS	75	75	150
TOTAL	5.075	2.575	7.650

- les cinq mille (5.000) actions souscrites par Rodamak Ltd ont été libérées entièrement par un versement en numéraire,
- les deux mille cinq cent (2.500) actions souscrites par Hansjakob MÜLLER ont été libérées entièrement par un versement en numéraire,

- les cent cinquante (150) actions souscrites par Marcio VILLAS BOAS PASSOS ont été libérées entièrement par un versement en numéraire,

de sorte que la somme de sept cent soixante-cinq mille euros (765.000,- EUR) est à partir de ce jour à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Assemblée générale extraordinaire

Les parties comparantes pré-mentionnées, représentant la totalité du capital social et se considérant comme étant valablement convoqués, déclarent se réunir en assemblée générale extraordinaire et prennent les résolutions suivantes à l'unanimité:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
2. Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

a) Administrateur de Classe A

Eduardo TKACZ, citoyen brésilien, né le 1^{er} juillet 1976 à Rio de Janeiro, Brésil, et ayant son adresse professionnelle à 66, Praia de Flamengo, Blc B, SL, 1213, Flamengo, Rio de Janeiro, Brésil, CEP 22210-903.

b) Administrateurs de Classe B

Mathieu GANGLOFF, citoyen français, né le 11 décembre 1980 à Thionville, France, et ayant son adresse professionnelle au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

Laure PAKLOS, citoyenne française, née le 7 novembre 1976 à Metz, France, et ayant son adresse professionnelle au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

3. IB Management Services S.A., une société constituée selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47.699, est nommée commissaire aux comptes de la Société.

4. Le siège social est établi au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

5. Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2020.

6. Faisant usage de la faculté offerte par le point 3) des dispositions transitoires, l'assemblée nomme Eduardo TKACZ, pré-qualifié comme président du conseil d'administration.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à deux mille cent euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête des parties comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire des parties comparantes, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 10 février 2015. 2LAC/2015/2947. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015026847/625.

(150030266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

OHA S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Capital social: USD 45.000,00.

Siège social: L-8070 Bertange, 31, Z.A. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 194.527.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth of January,
Before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg),

Appeared the following

1. OHA Management (Luxembourg) S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 31 Z.A. du Bourmicht L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Registry of Commerce and Companies under number B191733;

represented by Mr Frank Stolz-Page, with professional address in Mondorf-les-Bains,

by virtue of a power of attorney under private seal dated 30 January 2015,

2. OHA Global GenPar, LLC, a private limited liability company incorporated under the laws of Delaware with registered office at 1114 Avenue of the Americas, 27th Floor, 10 036 New York, registered with the Registrar of Companies of the State of Delaware under the number 5180940

represented by Mr Frank Stolz-Page, prenamed,

by virtue of a power of attorney under private seal dated January 30, 2015.

The said proxies, after having been initialled and signed "ne varietur" by the proxy holders and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such parties, represented as above stated, have requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a partnership limited by shares (société en commandite par action) which they declare to establish as follows:

Title I. Denomination, Registered office, Duration, Object

Art. 1. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares of the company hereafter issued, a specialised investment fund ("SIF") in the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as an alternative investment fund governed by Part II of the Luxembourg law dated 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as amended from time to time (the "Law of 2007") under the name of OHA S.C.A., SICAV-SIF (the "Company"). The SIF status may only be abandoned by the Company with the prior approval of the Luxembourg supervisory authority of the financial sector (Commission de Surveillance du Secteur Financier or CSSF) and the unanimous consent of the shareholders.

Art. 2. The registered office of the Company is established in the City of Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the general partner of the Company (as defined in Article 12 hereof, the "General Partner"). The registered office may be transferred within the same municipality via a simple resolution of the General Partner.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. The Company is established for an unlimited duration of time.

The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles"), but only with the consent of the General Partner.

The Company shall not be dissolved if the General Partner resigns, is liquidated, is declared bankrupt or is unable to continue its business. In such circumstances Article 14 and the provisions as set out in the Company's issue document and any supplements thereto, as amended from time to time (the "Issue Document") and/or the subscription agreements to be entered into between the General Partner and each shareholder (together referred to as the "Sales Documents") are applicable.

Art. 4. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in eligible assets in accordance with Article 25 of the Law of 2007.

The Company is subject to the provisions of the Law of 2007 and may take any measures and carry out any operation that it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law of 2007.

Title II. Share capital, Shares

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares with no par value and shall at any time be equal to the net assets of the Company as defined in Article 24 hereof.

The capital of the Company shall be represented by two categories of shares, namely management shares held by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire commandité) ("Management Shares") and ordinary shares held by the limited shareholders (actionnaires commanditaires) ("Ordinary Shares") of the Company.

Each Ordinary Share and Management Share shall be referred to as a "share" and collectively as the "shares", whenever the reference to a specific category of shares is not justified.

The initial capital is forty-five thousand U.S. Dollars (USD 45,000) divided into one (1) Management Share and forty four (44) Ordinary Shares fully paid-up and with no par value. Unless otherwise provided for in the Issue Document, the Management Share held by the General Partner shall not be attributed to any Sub-Fund (as defined below).

The minimum capital of the Company shall be the equivalent in USD of the minimum capital required by the Law of 2007 and must be reached within twelve months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law of 2007.

The General Partner may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments or sub-funds within the meaning of Article 71 of the Law of 2007 (each such compartment or sub-fund, a "Sub-Fund"). The shares to be issued in a Sub-Fund may, as the General Partner shall determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class"), the features, terms and conditions of which together with the features of each Sub-Fund shall be established by the General Partner and set out in the Issue Document.

The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund.

The General Partner may create each Sub-Fund for an unlimited or a limited period of time as set out in the Issue Document. In the latter case, the lifetime of a Sub-Fund may be extended in accordance with the provisions of the Issue Document.

The proceeds from the issuance of shares of any Class within a Sub-Fund (and any associated loans provided to such Sub-Fund) shall be invested pursuant to Article 13 hereof in permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or with such other specific features, as the General Partner shall from time to time determine in respect of the relevant Sub-Fund and as set out in the Issue Document.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class shall, if not expressed in USD, be converted into USD at the then applicable exchange rate, as determined by the General Partner, and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes.

The general meeting of holders of shares of a Sub-Fund or Class, deciding with simple majority and under the approval of the General Partner, may consolidate or split the shares of such Sub-Fund or Class.

Art. 6. The General Partner is authorised without limitation to issue further fully paid Ordinary Shares at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the General Partner and disclosed in the Sales Documents, without reserving to existing shareholders preferential or pre-emptive rights to subscription of the Ordinary Shares to be issued. Ordinary Shares may only be subscribed by professional investors (investisseurs professionnels) ("Eligible Investors") within the meaning of Article 1 of the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law").

The General Partner may delegate to any of its managers or to any duly authorised person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new Ordinary Shares.

The General Partner is further authorised and instructed to determine the conditions of any such issue and to make any such issue subject to payment of capital contribution at the time of issue of the shares, in accordance with the procedures as set out in the Issue Document.

The issue of shares shall be suspended if the calculation of the Net Asset Value (as defined in Article 24 hereof) is suspended pursuant to Article 24 hereof.

The General Partner may decide to issue Ordinary Shares against contribution in kind in accordance with the terms of the Issue Document and Luxembourg law. In particular, in such case, the assets contributed must be valued in a report issued by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), as required by Luxembourg law. Any costs incurred in connection with a contribution in kind shall be borne by such contributor in kind.

The General Partner may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the General Partner, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status, in accordance with the terms of the Issue Document.

Art. 7. Issue of Shares. All shares of the Company shall be issued in registered form.

Unless specifically requested by a shareholder, the Company will not issue share certificates and shareholders will receive a confirmation of their shareholding instead. If a shareholder desires to obtain share certificates, correspondent costs may be charged to such shareholder.

Any share certificate shall be signed by the General Partner.

If share certificates are issued and if any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

Fractions of shares up to 4 decimal places will be issued if so decided by the General Partner. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets and any distributions attributable to the relevant Class of shares on a pro rata basis.

A register of registered shares (the "Register") shall be kept by a person responsible for the maintenance of the Register appointed by the General Partner, and such Register shall contain the name of each owner of shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number and Class of shares held, the amount paid in on the shares, and the bank wiring details of the shareholder.

The inscription of the shareholder's name in the Register evidences his right of ownership of such registered shares.

The General Partner may accept and enter in the Register a transfer on the basis of any appropriate document(s) recording the transfer between the transferor and the transferee. Transfer of shares are conditional upon the proposed transferee qualifying as an Eligible Investor, the prior approval of the General Partner and such other requirements as provided for in the Sales Documents. Transfers of shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register upon delivery to the Company of a completed transfer form together with such other documentation as the Company may require, and in the conditions set forth in the Sales Documents.

Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the Register by means of a written notification to the Company from time to time.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single person to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such person implies a suspension of all rights attached to such share(s).

The General Partner is authorised to determine the conditions of any issue of shares. Unless otherwise decided by the General Partner and disclosed in the Sales Documents, other than during a period as set out in the Sales Documents, shares will be issued at a price which is based on the latest Net Asset Value per share (as defined in Article 24 hereof) plus a subscription charge and adjustments (if any) to be determined by the General Partner and disclosed in the Sales Documents (the "Subscription Price"). The Sales Documents may also provide for any additional payments to be made in that respect.

The General Partner is authorised to implement mechanisms, through the creation of additional Classes or Sub-Funds or otherwise, to accommodate the requirement of shareholders that cannot participate in certain investments of a Sub-Fund, whether on an investment by investment basis or more generally in respect of certain types of investments. The provisions to that effect will be detailed in the Sales Documents.

No shares may be issued, converted or redeemed whenever the calculation of the Net Asset Value is suspended pursuant to Article 24 hereof.

The General Partner is authorized without limitation to accept subscription commitments for shares from non-Prohibited Persons (as defined in Article 8 hereof) and to determine the conditions under which such subscription commitments are drawn down and the conditions for the subsequent issue of shares as described in the Sales Documents.

If at any time a shareholder who has committed to subscribe for shares fails to honour his commitment through the full payment of the Subscription Price within the timeframe decided by the General Partner, the General Partner has the authority to suspend the rights attached to the shares previously subscribed and paid for by the defaulting shareholder and to exercise any one of the remedies described in the Sales Documents including the sale of the relevant shares which shall be operated by means of a compulsory redemption as described in Article 9 hereof.

Shares may be issued only upon acceptance of the relevant subscription agreement and after receipt by the Company of the Subscription Price. The subscriber will, without undue delay, upon receipt by the Company of the Subscription Price, receive title to the shares purchased by him and obtain confirmation of his shareholding. The Sales Documents will set forth any additional procedures applicable to the issuance of Ordinary Shares.

Existing shareholders and/or prospective investors shall be proposed to subscribe to Ordinary Shares on one or more dates or periods as determined by the General Partner and which shall be indicated and more fully described in the Sales Documents.

Payments for subscriptions to Ordinary Shares shall be made in whole or in part on any date as determined by the General Partner and as indicated and more fully described in the Sales Documents. The methods of payment in relation to such subscriptions shall be determined by the General Partner and more fully described in the Sales Documents.

The General Partner may impose conditions on the frequency at which Ordinary Shares are issued (and in particular decide that Ordinary Shares will only be issued during one or more offering periods or at such other intervals as provided for in the Sales Documents) and may determine any other subscription conditions such as (but not limited to) minimum subscription amounts, the ability of the General Partner to charge default interests or restrictions on ownership. Such other conditions shall be more fully described in the Sales Documents.

The General Partner may delegate to any manager, officer, agent, other duly authorised representative, or third contractual parties the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the shares to be issued and to deliver them.

Any request for subscription shall be irrevocable except in the event of a suspension of the determination of the Net Asset Value per share.

Art. 8. Restriction on ownership. Shares may only be subscribed by or be transferred to Eligible Investors. The Company will prevent the ownership of its shares by holders that do not comply with the status of an Eligible Investor.

The General Partner shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person not qualifying as an Eligible Investor, (b) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (c) any person in circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered or (d) in any other circumstances as described in the Sales Documents (such a person being a "Prohibited Person"). More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "U.S. Person", as defined hereafter.

For such purposes the Company may as further described in the Sales Documents:

a) Decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registry would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company;

b) At any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company; and,

c) Decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company; and

d) Where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company or whom the Company reasonably believes to be precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder as described in the Sales Documents.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall have the same meaning as defined in the Sales Documents.

The General Partner may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

Art. 9. Redemption of Shares. Unless otherwise provided for in the Issue Document, Shares of the Company may be redeemed at the initiative of the shareholders under the conditions as set forth in the Issue Document. Such redemptions will be made at a price based on the applicable Net Asset Value, adjusted by a redemption fee or other fees and charges as detailed in the Issue Document.

Shares of the Company may be redeemable by the Company at the entire discretion of the General Partner under the conditions specified by the General Partner and disclosed in the Issue Document, and provided that the General Partner will seek to ensure equal treatment between shareholders.

In addition, and notwithstanding provisions of Article 8 hereof, the General Partner may under certain circumstances compulsorily transfer or redeem the shares of certain shareholders, including at a price which may or may not be based on the Net Asset Value. The Issue Document will describe under which conditions such transfers and redemptions can be made and the terms thereof.

Following such a redemption or transfer, the relevant shareholder shall cease to be the owner of the relevant shares and his name shall be removed as the holder of such shares from the Register. Any such person will cease to have any rights as a shareholder in the Company with respect to the shares so redeemed as from the date specified by the General Partner.

The redemption price to be paid for each share so redeemed shall be the applicable Net Asset Value of the relevant Class less an amount representing the costs and expenses which may be incurred upon the disposal of the Company's investments in order to make such a redemption and any discount, both as determined by the General Partner and set out in the Sales Documents.

Redeemed shares may be resold or cancelled at the discretion of the General Partner.

The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees thereto in kind by allocating to the shareholder assets from the portfolio of investments of the Company equal to the value of the shares to be redeemed, in accordance with the procedures as set out in the Issue Document. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Company. The valuation of the assets shall,

at the election of the General Partner, be confirmed by a special report of the auditor of the Company the costs of which shall be borne by the relevant shareholder.

No redemption of shares will take place during any period when the calculation of the Net Asset Value is suspended.

Title III. Liability of holders of shares

Art. 10. The holders of Management Shares ("Unlimited Shareholders") are jointly and indefinitely and severally liable for all liabilities of the Company that cannot be met out of the assets of the Company.

The holders of Ordinary Shares (the "Limited Shareholders") shall only be liable for payment to the Company of the full subscription price of each Ordinary Share for which they subscribed and have been issued and outstanding commitments and other liabilities towards the Company. In particular the owners of Ordinary Shares shall not be liable for the debt, liabilities and obligations of the Company beyond the amounts of such payments.

The Limited Shareholders shall refrain from performing any act of management vis-à-vis third parties. Each Limited Shareholder is indefinitely, jointly and severally liable towards third parties for all liabilities of the Company in violation of this prohibition. Each Limited Shareholder is also indefinitely, jointly and severally liable towards third parties, even for the commitments in which it did not participate, if it used to perform management acts towards those.

The exercise of shareholder prerogatives, the opinions and advice given to the Company, its affiliates or managers, the control and supervisory acts, the granting of loans, guarantees or securities or any other assistance to the Company, or its affiliates, as well as the authorisations given to the managers in the cases provided for in the Articles for the acts exceeding their powers, shall not be considered as management acts for which the Limited Shareholders are indefinitely, jointly and severally liable vis-à-vis third parties.

Art. 11. The Management Shares held by the General Partner are exclusively transferable to a new general partner with unlimited liability subject to the qualified majority quorum and vote of article 14 herein (bearing in mind that the name "OHA" will then have to be removed from the name of both the new General Partner and the Company) and with the prior approval of the CSSF.

Title IV. Management and supervision

Art. 12. The Company shall be managed by OHA Management (Luxembourg) S.à r.l. (the "General Partner"), in its capacity as Unlimited Shareholder of the Company. The General Partner may only resign as general partner in accordance with the procedures set out in the Issue Document, subject to any legal requirements.

Art. 13. The General Partner is invested with the broadest power to perform all acts of administration and disposition in compliance with the Company's corporate object. All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the General Partner.

The General Partner shall, based upon the principle of spreading of risks, determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, as set out in the Issue Document.

The General Partner shall also determine any restrictions that shall from time to time be applicable to the investments of the Company, as set out in the Issue Document.

It shall have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or useful or incidental thereto, as more fully described in the Issue Document. Except as otherwise expressly provided, the General Partner has, and shall have, full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

The General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Company or any contractual party considered necessary for the operation and management of the Company, provided however that the holders of Ordinary Shares may not act on behalf of the Company without jeopardising their limited liability.

The officers, agents or contractual parties appointed, unless otherwise stipulated in the Articles, shall have the powers and duties given to them by the General Partner. In particular, the Company shall enter into a services agreement with a management company authorised under Chapter 2 of the AIFM Law (the "AIF Manager") pursuant to which it designates such AIF Manager to supply the Company with investment management, administration and marketing services under the AIFM Law.

The General Partner may set up special committees, including but not limited to an investment committee and an advisory committee, in order to conclude certain tasks and functions expressly delegated to such committee(s). Such committees shall have the powers and shall be governed by the rules as set out in the Issue Document.

Art. 14. The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner, acting through one or more of its duly authorised signatories such as designated by the General Partner at its sole discretion, or such person(s) to whom such power has been delegated.

Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the above mentioned General Partner.

In the event of legal incapacity, liquidation, any other permanent situation preventing the General Partner from acting as manager of the Company or in such other cases as are set forth in the Issue Document, the Company shall not be dissolved and liquidated, provided an administrator is appointed (subject to the prior approval of the CSSF), who need not to be a shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of the Articles, a successor General Partner. Any further procedures as set out in the Issue Document to that effect will be applicable. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

The General Partner may resign as general partner of the Company only if it has arranged for its succession by nominating and procuring the approval of its successor, subject to the prior approval of the CSSF, by a resolution of a meeting of shareholders adopted at a qualified majority vote of 75% (seventy-five per cent.) of the votes cast, subject to a quorum of at least 75% (seventy-five per cent.) of the shares issued and outstanding.

The General Partner may be removed by a resolution of a meeting of shareholders adopted at a qualified majority vote of 75% (seventy-five per cent.) of the votes cast, subject to a quorum of at least 75% (seventy-five per cent.) of the shares issued and outstanding, subject to the prior approval of the CSSF. Such resolution may only be adopted in the case of (i) fraud, gross negligence, bad faith, wilful misconduct or reckless disregard by the General Partner in respect of its obligations in relation to the Company, in each case as determined by a court of competent jurisdiction, or (ii) the General Partner having been adjudicated in bankruptcy proceedings (faillite), controlled management proceedings (gestion contrôlée), composition proceedings (concordat préventif de faillite), suspension of payments (sursis de payment) or being dissolved. If the shareholders decide to transfer the management of the Company to a new general partner, the new general partner must agree to (i) adhere to the Company's Issue Document and any supplement thereto, as amended from time to time, (ii) adhere to any agreements entered into by the General Partner in relation to the Company and, (iii) change the name of the Company to a name not containing "OHA" or any reference to this name, and (iv) refrain from using the name "OHA" in connection with the management of the Company.

Art. 15. No contract or other transaction between the Company and any other company or entity shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the shareholders, managers or officers of the General Partner is interested in, or is a shareholder, director, officer or employee of such other company or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business. The General Partner or such officers shall not by reasons of such affiliation with such other company or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. The supervision of the operations of the Company shall be entrusted to an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé). The independent auditor shall be elected by the general meeting of shareholders, subject to the approval of the General Partner, and until its successor is elected, the existing auditor shall continue to hold office.

Title V. General meeting

Art. 17. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. Without prejudice of the provisions of Article 13 of these Articles and to any other powers reserved to the General Partner by these Articles, it shall have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company provided that, unless otherwise provided herein or in the Issue Document, no resolution shall be validly passed unless approved by the General Partner.

General meetings of shareholders shall be convened by the General Partner. General meetings of shareholders shall be convened pursuant to a notice given by the General Partner setting forth the agenda and sent by registered letter at least ten (10) days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address recorded in the Register.

The General Partner may at any time convene a general meeting of shareholders of one or several specific Sub-Fund (s) or of one or several Classes of Shares in order to decide on any matter, which relate exclusively to such Sub-Fund(s) or to such Class of Shares.

Moreover, any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the shareholders of any Sub-Fund or Class vis-à-vis the rights of the shareholders of any other Sub-Fund or Class shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such Sub-Fund or Class in compliance with the applicable law.

Legal provisions as well as provisions of these Articles relating to the general meetings of shareholders of the Company shall apply to the extent possible mutatis mutandis to the general meetings of shareholders of one or several specific Sub-Fund(s) or of one or several Classes of Shares.

Art. 18. The annual meeting of shareholders will be held in Luxembourg at the registered office of the Company on the second Wednesday of the month of June at 2:00p.m. (Central European Time). If such a day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting of the shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

All shareholders are invited to attend and speak at all general meetings of shareholders. A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, who need not be a shareholder, as his proxy, in writing or by telefax or e-mail or any other means of transmission approved by the General Partner capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting. The general meetings of the shareholders shall be presided by the General Partner or by a person designated by the General Partner. The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary. The general meeting of shareholders may elect a scrutineer.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at the general meeting of shareholders, including general meeting of a specific Sub-Fund or a Class of Shares, duly convened will be passed by an absolute majority of the votes cast. Except as otherwise provided herein or required by law, no resolution shall be validly passed unless approved by the General Partner.

Votes cast as used in these Articles shall not include votes attaching to shares in respect of which a shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Any resolution at a general meeting deciding that the Company will no longer qualify as a specialised investment fund under the Law of 2007 will need to be passed by a unanimous vote of all shareholders and the General Partner.

Provided that all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

Art. 19. At any general meeting of shareholders convened in order to amend the Articles, (except for article 14 herewith regarding the removal of the General Partner which can only be amended with the unanimous consent of the shareholders) or to resolve on issues for which the law refers to the conditions required for the amendment of the Articles, the quorum shall be the shareholders representing at least one half of the capital of the Company. If the quorum requirement is not fulfilled a second meeting may be convened in accordance with the law. Any notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the result of the preceding meeting. The second meeting may validly deliberate irrespective of the portion of the shares represented.

In both meetings resolutions must be passed by at least two thirds of the votes cast, provided that no resolution shall be validly passed unless approved by the General Partner. The approval of the General Partner is not required in the case of a decision on the removal of the General Partner.

Art. 20. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the board of the meeting. Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

Title VI. Accounting year, Distributions

Art. 21. The accounting year of the Company shall begin on 1 January and shall terminate on 31 December of each year.

Art. 22. Distributions. Distributions will be made by the General Partner in accordance with the terms of the Issue Document, subject to any legal provisions.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the General Partner, shall determine how the remainder shall be disposed of and may, without ever exceeding the amounts proposed by the General Partner, declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed upon decision of the General Partner.

No distribution of dividends may be made if, as a result thereof, the capital of the Company falls below the minimum prescribed by the Law of 2007.

A distribution of securities in kind may be made by the General Partner in accordance with the terms of the Issue Document. The specific costs incurred in relation to this distribution in kind will be borne by the relevant shareholder.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Art. 23. Valuation Date. For purposes of the redemption, transfer and issue of shares, the net asset value of shares shall be determined by the Company, under the responsibility of the General Partner, as set out in the Issue Document and as the General Partner may direct in accordance with the Issue Document (every such day or time for determination of net asset value being referred to herein as a "Valuation Date").

Art. 24. Determination of net asset value per share. The net asset value of share of each Class with each Sub-Fund (the "Net Asset Value") shall be expressed in the reference currency of the relevant Class (and/or in such other currencies as the General Partner shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined as of any Valuation Date by dividing the net assets of the Company attributable to the relevant Class, being the value of the assets of the

Company attributable to such Class, less the liabilities attributable to such Class, on any such Valuation Date, by the number of shares of the relevant Class then outstanding, in accordance with the rules set forth below. The Net Asset Value will be calculated at least once in each financial year.

The Net Asset Value per share shall be calculated up to 3 decimal places.

If, since the time of determination of the Net Asset Value on the relevant Valuation Date, there has been a material change in the valuations of the investments attributable to the relevant Sub-Fund, the General Partner may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The valuation of the Company's assets and liabilities shall be based on the fair value in compliance with the Law of 2007.

I. The assets of the Company shall be valued as follows:

1) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash distributions declared and interest accrued and not yet received, shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the AIF Manager and/or General Partner may consider appropriate to reflect the true value thereof.

2) The value of securities which are quoted, traded or dealt in on any stock exchange shall be based on the latest available price or, if appropriate, on the average price on the stock exchange which is normally the principal market of such securities, and each security traded on any other regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities.

3) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortized cost basis.

4) Futures and options are valued by reference to the previous day's closing price on the relevant market.

5) Swaps are valued at fair value based on the last available closing price of the underlying security, index, or referenced asset.

6) All other securities and assets will be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the AIF Manager and / or the General Partner and agreed to by the Company's administrator and any external valuation agent, as may be appointed from time to time by the AIF Manager.

7) Notwithstanding the valuation rules set out above, the General Partner and / or the AIF Manager may, on a consistent basis, permit any other method of valuation if they consider that such valuation better reflects the true value of an investment of the Company.

II. Liabilities of the Company will include the following:

1) All loans, bills and accounts payable;

2) All accrued or payable administrative expenses (including management fee, sub-fund management fee, central administration fee, depositary fee and corporate agents' insurance premiums fee and any other fees payable to representatives and agents of the Company, as well as the costs of incorporation and registration, establishment of Sub-Funds, legal publications and Sales Documents printing, financial reports and other documents made available to shareholders, marketing and advertisement costs as well as costs incurred in relation to structures which may be required by law or regulations in the jurisdictions in which the shares are marketed);

3) All known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the date of valuation falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

4) An appropriate provision for future taxes based on capital and income as at the date of the valuation and any other reserves, authorised and approved by the General Partner; and

5) All other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities related to shares in the relevant class towards third parties. In determining the amount of such liabilities the Company may take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

In circumstances where one or more pricing sources fails to provide valuations for an important part of the assets to the administrative agent, preventing the latter to determine the subscription and redemption prices, the administrative agent shall inform the General Partner who may decide to suspend the Net Asset Value calculation.

The General Partner and/ or the AIF Manager may permit some other method of valuation to be used, if they consider that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company and is in accordance with good accounting practice.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at the rate of exchange prevailing in Luxembourg or such other rate as the General Partner and / or the AIF Manager reasonably determines on the relevant Valuation Date. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner and / or the AIF Manager.

For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 24 are rules for determining Net Asset Value per share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any securities issued by the Company.

III. The Company will establish a separate pool of assets and liabilities in respect of each Sub-Fund and the assets and liabilities shall be allocated in the following manner:

1) If a Sub-Fund issues shares of two or more Classes, the assets attributable to such Classes shall be invested in common pursuant to the specific investment objective, policy, and restrictions of the Sub-Fund concerned;

2) Within any Sub-Fund, the General Partner may determine to issue Classes subject to different terms and conditions, including, without limitation, Classes subject to (i) a specific distribution policy entitling the holders thereof to dividends or no distributions, (ii) specific subscription and redemption charges, (iii) a specific fee structure and/or (iv) other distinct features;

3) The net proceeds from the issue of shares of a Class are to be applied in the books of the Company to that Class of shares and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such Class of shares subject to the provisions set forth below;

4) Where any income or asset is derived from another asset, such income or asset is applied in the books of the Company to the same Sub-Fund or Class as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant Sub-Fund or Class;

5) Where the Company incurs a liability that relates to any asset of a particular Sub-Fund or Class or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund or Class, such liability is allocated to the relevant Sub-Fund or Class;

6) If any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund or Class, such asset or liability will be allocated to all the Sub-Funds or Classes pro rata to their respective net asset values, or in such other manner as the General Partner and / or the AIF Manager, acting in good faith, may decide; and

7) Upon the payment of distributions to the holders of any Class of shares, the Net Asset Value of such Class shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of fraud or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the General Partner and / or the AIF Manager or by the Company's administrator, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For purposes of the calculation of the Net Asset Value:

1) Shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received are deemed to exist;

2) Shares of the Company to be redeemed are treated as existing and until paid, the price therefore is deemed to be a liability of the Company;

3) Undrawn commitments are not taken into consideration;

4) All investments, cash balances and other assets of the Company not expressed in USD, will be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value; and

5) Effect must be given as at any Valuation Date to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on that Valuation Date, to the extent practicable.

V. Suspension of Calculation of the Net Asset Value:

The determination of the Net Asset Value may be suspended-

1) During any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Sub-Fund(s), from time to time, is quoted or dealt in is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) quoted thereon; or

2) During any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control and power of the General Partner, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner, disposal or valuation of any of the investments held by the Company attributable to such Sub-Fund(s) is not reasonably practicable without this being materially detrimental to the interests of Shareholders, or if in the opinion of the General Partner, the issue and, if applicable, redemption prices cannot fairly be calculated; or

3) During any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of any of the investments attributable to such Sub-Fund(s); or

4) During any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of such Sub-Fund(s) or during which any transfer of funds involved in the realization or acquisition

of investments or payments due on redemption of Shares of such Sub-Fund(s) cannot, in the opinion of the General Partner and/or the AIF Manager as appropriate, be effected at normal rates of exchange; or

5) From the time of publication of a notice convening an extraordinary general meeting of Shareholders for the purpose of winding up the Company or any Sub-Fund(s), or merging the Company or any Sub-Fund(s), or informing the shareholders of the decision of the General Partner to terminate or merge any Sub-Fund(s); or

6) When for any other reason, the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund(s) cannot be promptly or accurately ascertained; or

7) Upon such other events and for such other reasons as the General Partner and/or the AIF Manager as appropriate may in good faith determine.

Any such suspension will be notified to the shareholders.

VI. Side Pockets:

1) The General Partner may decide to designate one or more specified investments that (i) lack a readily assessable market value, (ii) are hard to value and/or (iii) are illiquid as side pocket investments (the "Side Pocket Investments").

2) Subject to any required regulatory approval and after the shareholders have been duly informed, the General Partner is entitled to compulsorily convert on a pro rata basis a portion of the outstanding shares of each Class (if any) of the relevant Sub-Fund into the side pocket class (the "SP Class") to be formed by the General Partner within the relevant Sub-Fund. The SP Class will have an initial Net Asset Value equal to the fair value (which may be the cost) of such Side Pocket Investments net of any costs, including deferred fees attributable to that SP Class.

3) The Net Asset Value of the SP Class shall not exceed (at the moment of the creation of the SP Class) 30% of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund.

4) Any such decision will be taken by the General Partner with due care and in good faith in the best interest of the shareholders. The creation of a SP Class is designed to:

(a) protect redeeming shareholders from being paid an amount in respect of these illiquid or hard to value investments that may be less than their ultimate realisation value;

(b) protect the non-redeeming shareholders against the disposal of part or all of the most liquid investments in order to satisfy the then outstanding redemption requests;

(c) protect new investors by ensuring that they are not exposed to these Side Pocket Investments when subscribing for new shares in the Sub-Fund; or

(d) avoid a suspension of the calculation of the Net Asset Value (and of subscriptions and redemptions) on the basis of article 24 paragraph V. ("Suspension of Calculation of the Net Asset Value") of the Articles.

5) The shares of the SP Class will entitle their holders to participate on a pro rata basis in the relevant Side Pocket Investments. The shares of the SP Class may, upon the General Partner's decision, not be redeemable upon request by a relevant shareholder.

6) The Side Pocket Investments will be subject to a separate accounting and the assets and liabilities allocated to the SP Class shall be segregated from other Classes of the Sub-Fund. For the purpose of calculating the Net Asset Value of the SP Class, the Side Pocket Investments will either be valued at their fair value estimated in good faith and with prudent care by the General Partner or remained booked at the value of the relevant Side Pocket Investments at the time of the conversion of the relevant shares into shares of the SP Class.

Art. 25. Depositary Agreement. The Company shall enter into a depositary agreement with a bank, which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws and Part II of the Law of 2007 (the "Depositary"). All assets of the Company are to be held by or to the order of the Depositary who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by the law.

The Depositary may discharge itself of liability towards the Company and its investors, in the case where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in Luxembourg laws and Article 19(11) point (d)(ii) of the AIFM Law. Such discharge shall be made subject to the conditions laid down in Article 19(14) of the AIFM Law, including the condition that the investors of the Company have been duly informed of that discharge and of the circumstances justifying the discharge prior to their investment. Additional details are disclosed in the Issue Document.

In case of withdrawal, whether voluntarily or not, of the Depositary, said Depositary will remain in function until the appointment of another eligible credit institution which must happen within two months from any such withdrawal.

Title VIII. Dissolution, Liquidation

Art. 26. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one liquidator (if a legal entity) or one or more liquidators, if physical persons, named by the general meeting of shareholders effecting such dissolution upon proposal by the General Partner. Such meeting shall determine their powers and their remuneration. The net proceeds shall be distributed to the holders of shares in accordance with the provisions of the Issue Document. Distributions in kind may be possible as set out in the Issue Document.

Art. 27. Liquidation and Merger of Sub-Funds. In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund has decreased to or has not reached an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or if the interests of shareholders or a change in the economic, monetary or political situation relating to the Sub-Fund concerned justify it, the General Partner may decide to compulsorily redeem all the shares issued in such Sub-Fund at their Net Asset Value (taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses), calculated on the Valuation Date at which such decision shall take effect. The Company shall publish a notice to the holders of shares concerned by the compulsory redemption prior to the effective date for such redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund concerned may continue to request redemption (if appropriate) of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

The Issue Document may set forth any additional procedure to liquidate a Sub-Fund, subject to any legal provisions.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Depositary for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Title IX. General provisions

Art. 28. All matters not governed by these Articles are to be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and the Law of 2007.

The Company and the General Partner are bound by the terms of the Issue Document.

Subscription and Payment

The Articles having thus been drawn up, these parties have subscribed and fully paid in cash the number of shares mentioned hereafter:

Shareholders	Number of shares
1. OHA Management (Luxembourg) S.à r.l.	One (1) Unlimited Share
2. OHA Global GenPar LLC	Forty four (44) Ordinary Shares

Proof of such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions set forth in article 183 of the Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately two thousand five hundred euro (EUR 2,500).

Transitory Provisions

The first financial year will begin on the present date and will end on 31st December 2015.

Extraordinary general meeting

The above mentioned shareholders, representing the entire subscribed capital, immediately passed the following resolutions:

1. Acknowledge that OHA Management (Luxembourg) S.à r.l. is the managing general partner (gérant commandité) of the Company;

2. Resolved to elect the following as auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company for a period ending at the annual general meeting of shareholders to be held on 2016:

KPMG Luxembourg, a société coopérative, with registered office at 39, avenue J.F. Kennedy, L-1850 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number RCS B 149.133.

3. Resolved that the first general meeting of the shareholder shall be held on 24 June 2016 at 2:00 p.m. Central European Time.

4. Resolved that the registered office shall be at 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that on request of the above persons, the present deed is worded in English.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, who is known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with the notary this original deed.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 2 février 2015. GAC/2015/943. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 11 février 2015.

Référence de publication: 2015026876/638.

(150030172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Kidzania International, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 5.980.946,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 39, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 160.567.

—
Extrait des résolutions du conseil de gérance du 8 janvier 2015

Le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société au 39, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 1^{er} janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015026011/14.

(150029897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Kidzania Operations, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 39, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 160.566.

—
Extrait des résolutions du conseil de gérance du 8 janvier 2015

Le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société au 39, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 1^{er} janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015026012/14.

(150029896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Affinia Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 161.119.

—
Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015026394/10.

(150030717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Affinia Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 194.508.

—
Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015026395/10.

(150030335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.
